

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 198
DECEMBRE 95

23 F

Transports

L'UNION
EUROPEENNE
SOUS L'INFLUENCE
DES INDUSTRIELS

Défense par actions civiles (2)

LE POTENTIEL DES
ACTIONS CIVILES

Essais nucléaires

REACTIONS
ENCORE !



NI DECHARGES, NI INCINERATEURS !

Sommaire

Incinération des ordures ménagères
de Pierre Emmanuel
Neurhor..... page 4

Environnement..... page 8

- Paris : pollution record
- Vallée d'Aspe : le tunnel avance
- A51 : 87 condamnations

Transports : l'Union européenne sous l'influence des industriels
d' Olivier Large.....page 10

Energies..... page 14

- Méthanisation : valorisation de la biomasse
- France : peu d'économies

Nucléaire page 16

- Bulgarie : EDF irresponsable
- Martine Barrère
- Alpes de Haute-Provence : les méfaits d'isotopchim

Société page 18

- Terrorisme

Alternatives page 19

- La NEF devient une banque
- Ile-de-France : Cité-Phares

Femmes page 20

- Les femmes au sommet
- Internet sexiste

Annonces page 20

Santé page 21

- Debout, assis, couché

Nord-Sud page 22

- Libère tes fringues
- Nigéria : condamnation à mort pour 9 Ogonis

Politique page 23

- Paraguay : exactions de la "police écologique"
- Allemagne : jeunes, femmes, écolos

Paix page 24

- Campagne Prix Nobel pour le Kosovo

Essais nucléaires page 25

- Landes : manifestation au CESTA
- Bombardez nos dirigeants

Défense par actions civiles (2) : Le potentiel des actions civiles de Action Civile de défensepage 28

Livres page 36

Courrier..... page 38

Tombola : vite retournez vos talons !

Si vous avez commandé des carnets, il est indispensable de nous retourner les talons pour participer au tirage. Celui-ci sera effectué le samedi 2 décembre. Les premiers gagnants seront avertis par courrier... et la liste complète sera publiée dans le numéro de janvier. Nous en profiterons pour faire un point complet sur l'opération Un Toit pour l'Ecologie.

En attendant, les résultats pour le mois d'octobre sont les suivants :

Annessi F. (Rhône)	1
Bec J. (Cantal)	2
Bonneville C. (Allier)	2
Bouley K. (Doubs)	1
Bremond G. (Alpes-Mariti.)	1
Bricard M. (Bouches-du-R.)	1
Celton M. (Loire-Atlantique)	1
Chipeaux B. (Doubs)	1
Dacheux E. (Loire)	1
Debeaud Laforest O. (Allier)	2
Desannaux D. (Seine-Mar.)	1
Desmoulin F. (Seine-et-Mar.)	1
Duvernay C. (Doubs)	1
Fort F.L. (Rhône)	1
Fouque N. (Seine Saint-D.)	1
Grollier P.Y. (Orne)	1
Lagardère A. (Isère)	1
Le Talludac A. (Isère)	1
Lebon G. (Marne)	11
Marit Antonin I. (Aveyron)	1
Martinot N. (Ariège)	5
Metral P. (Haute-Savoie)	1
Moglla A.C. (Doubs)	2
Ozan C. (Essonne)	2
Perrot D. (Nièvre)	1
Pince C. (Tarn)	2
Prat F. (Hérault)	2
Rostain J.P. (Ain)	1
Simeon J. (Ardèche)	2
Thomas C. (Haute-Garonne)	1
Tiberghien A. (Yvelines)	1

Travers J.P. (Essonne)	2
Vernay P. (Ain)	4
Total : 59 carnets soit	5900 F
et quelques dons :	
Budin M. (Isère)	80 F
Nivet H. (Haute-Garonne)	100 F
Sanche M. (Ardèche)	300 F
Total octobre	6480 F
Reste à trouver :	57 690 F

Si la tombola nous a permis de progresser sur la voie de l'autonomie pour notre hébergement, il manquera donc encore environ 50 000 F après le rush final...

Nous continuons donc à vous solliciter sous la forme d'une simple souscription en espérant récolter ces derniers 50 000 F le plus rapidement possible.

Ces 50 000 F correspondent aux dernières parts prises par Silence dans la SCI propriétaire de nos nouveaux locaux.

Devenez co-proprétaire !

Signalons à cet effet, qu'une augmentation de capital est en cours et qu'il vous est possible d'y placer une certaine somme. Il s'agit d'un capital immobilisé avec acte notarié et non d'un don. Les parts sont de 2500 F (que l'on peut payer en 5 fois sur 10 mois).

Si vous désirez un dossier de présentation, il suffit de nous envoyer une enveloppe timbrée.

ERRATA

Dans l'article "Si près des urnes, si loin de la vie" paru dans le n°196, plusieurs erreurs se sont produites. Ainsi dans le premier paragraphe, il fallait lire "Des cultures (...) hachées par des roquettes **fabriquées** aux USA ou en France". Dans le deuxième paragraphe après le dernier sous-titre, il faut lire "Construire des solidarités qui ajoutent **un plus à la vie de chacun**". Enfin, les notes ont sauté, ce qui est particulièrement gênant dans le paragraphe suivant où l'on parle d'**homéostasie**. Une note précisait : Dès 1985, Claude Bernard remarque que "la constance du milieu intérieur est la condition essentielle d'une vie libre". Au début de 1930, le physiologiste Walter B. Cannon qualifie d'homéostasie la conservation de la forme et des fonctions des systèmes organiques par le jeu interactif de multiples régulations. L'homéostasie correspond à ce que l'on nomme simplement la santé. "Un système ne peut conserver son homéostasie qu'en préservant celle des systèmes plus vastes dont il fait partie" énonce Edouard Goldsmith dans "Le défi du XXIème siècle", Ed. du Rocher.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loxil - Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 4ème trimestre 1995

Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Perline
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateur : Jacques Caclin-Mpouma

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Documentation : Claude Crolet
Rédaction : Christian Glasson

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Guinevald

Henri Perrat
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs : Aliho Mullo
Lasserpe

Correctrice : Thérèse Régné
Conception maquette : Hubert Plisson

Expédition : Maloin
Deborah Blache
Christiane Chapon
Loïc Gaudin
Bernard Parez
Vincent Martin
Christian Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Raymond Vignal
Suzanne Vignal

Correspondants : Georges David
Alain Claude-Gallé
René Hamm
Eric Marquis
José Ojia
Mireille Ojia
Jean-Luc Thierry

Et pour ce numéro : Action civile et défense
Henry Chevallier
CRIL-Rod 04
Greenpeace
Olivier Large
Pierre-Emmanuel Neurhor
Solagro
Isabelle Tolikaiev

Photo de couverture : © Greenpeace

Pour participer au journal

N°199-200 - Janvier

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 25 novembre à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 1er décembre à 12 h

Expédition :

vendredi 15 décembre à 18 h

N°201 - Février

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 16 décembre à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 12 janvier à 12 h

Expédition :

vendredi 26 janvier à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles.

Vous pouvez y participer.

Pour faire connaissance,

vous êtes invités aux expéditions.

Un repas à 21h30 est offert par Silence.

Le mois de
LASSERPE



EDITORIAL

Bonneteau

Trois gobelets sur un tonneau. Les élus font des paris. Un industriel, bien propre sur lui, s'empare d'un peu des déchets contenus dans le tonneau et les glisse sous un des gobelets. Avec des gestes manipulateurs, il change rapidement de place, plusieurs fois, les gobelets. Où sont passés les déchets ?

Les élus espèrent sincèrement qu'en retournant les trois gobelets, les déchets auront disparu. Premier gobelet : la décharge sauvage, deuxième gobelet : la décharge contrôlée. Troisième gobelet : l'incinérateur.

L'industriel prestidigitateur retourne les gobelets un à un : malheur, les déchets sont toujours là.

Antoine Lavoisier, qui passait par hasard, rappelle que "rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme".

L'illusionniste recommence la manipulation : déchets dans l'incinérateur, vapeurs toxiques dans l'atmosphère, agitation des cendres toxiques et retour à la décharge. Rien à faire, les déchets sont toujours là.

Les élus sont déçus. Ils ont perdu leur argent. Le bonneteau est décidément un jeu de voyous.

En d'autres lieux, le maire de Berlin s'interroge : Reimar Krause refuse de payer la nouvelle taxe sur les déchets. Ce militant de Greenpeace ne produit aucun déchet non-recyclable ! Il dispose d'un compost dans son jardin, favorise les emballages consignés et n'utilise que des déchets réutilisables (1).

Et si c'était cela la solution ?

Francis VERGIER

(1) Voir en page Environnement.

L'INCINÉRATION DES ORDURES MÉNAGERES

LA NATURE ET NOS CORPS UTILISÉS COMME DÉCHARGES TOXIQUES

Ce qu'ils oublient, c'est que nous vivons dans un espace fini : les biens naturels — l'air, l'eau et la terre — sont épuisables ! Malgré cela, nous les consommons comme si nous avions une Terre de rechange. En définitive, l'équation reste implacable : augmenter constamment la production et la

tonnes, et cette masse continue d'augmenter chaque année. Face à cette crise, la politique environnementale reste enlisée dans une bataille d'arrière-garde : le "traitement" des déchets. Cela signifie dans 90 % des cas :

- soit les enterrer ;
- soit les brûler puis enterrer les résidus.

est la plus sophistiquée des mauvaises réponses. La vraie question que nous devons poser est : « Comment réduire la quantité et la toxicité de nos déchets ? »

Cependant, face aux milliards de bénéfices que permet l'incinération des déchets, les monopoles français que sont la Lyonnaise des Eaux, la Générale des Eaux, et TIRU (filiale d'EDF), ainsi que des groupes étrangers tels que Waste Management Inc., ne reculent devant aucun mensonge pour faire accepter leurs usines d'incinération par les élus et la population. Ils en arrivent à parler d'"incinération propre" permettant des économies d'énergie grâce à la récupération de l'énergie produite par la combustion des déchets. Mais comment peuvent-ils présenter l'incinération des déchets de manière objective étant donné leurs intérêts financiers dans ce domaine ?

Contrairement au langage officiel, l'incinération n'"élimine" pas les déchets. Cette technologie résulte au contraire en une dispersion de la pollution par le biais des gaz rejetés par la cheminée et des cendres issues de la combustion.

Décharges toxiques dans le ciel

Respect des normes ne signifie pas innocuité, bien au contraire : même s'il respecte les "normes", un incinérateur rejette des gaz toxiques qui contaminent aussi bien son environnement immédiat que des terres situées à

Les produits doivent-ils être produits pour faire tourner les industries ou parce que les gens en ont besoin ? Cette question peut paraître stupide. Et pourtant, industriels, politiciens, et même des consommateurs continuent de penser que le bonheur de l'humanité passe obligatoirement par l'augmentation constante de la production et de la consommation.

consommation dans un espace naturel limité signifie, à terme, l'asphyxie.

En ce qui concerne les déchets, cette asphyxie peut se résumer en quelques chiffres : en 1970, la France produisait moins de 10 millions de tonnes d'ordures ménagères par an. En 1995, on en est arrivé à plus de 20 millions de

En d'autres termes, face au problème des déchets, la question posée aux "experts" est : « Où allons-nous les mettre ? » Mais lorsqu'on pose une mauvaise question à des "experts" (même très intelligents !), on obtient inévitablement une mauvaise réponse. L'incinérateur d'ordures ménagères avec récupération d'énergie

des centaines de kilomètres, au gré des vents dominants. De plus, les normes n'ont aucun sens car :

- elles sont établies en fonction des possibilités techniques et financières des constructeurs, et non en fonction du danger des polluants émis ;

- elles ne prennent pas en compte l'effet de synergie : l'addition de deux polluants peut multiplier leur effet nocif ;

- elles ignorent les autres sources de pollution auxquelles nous sommes déjà soumis : circulation automobile, résidus de pesticides dans la nourriture, etc. ;

- l'exploitant est prévenu à l'avance d'une vérification ; les normes sont donc peu crédibles en ce qui concerne le fonctionnement habituel ;

- les sociétés effectuant les mesures peuvent se tromper : le bureau Véritas a contrôlé l'Estonia quatre semaines avant qu'il ne sombre en Mer Baltique ;

- elles représentent la théorie : dans la pratique, elles sont peu ou pas respectées.

Bombe à retardement

Plus les filtres utilisés retiennent la pollution s'échappant par la cheminée, plus les résidus — appelés cendres volantes — qui s'accumulent dans ces filtres sont toxiques. Pour un incinérateur de 100 000 t par an, elles représentent 3000 t de déchets hautement toxiques.

Mises en décharges, ces cendres qui ne nous ont pas pollués aujourd'hui par les airs contamineront demain nos enfants en polluant l'eau des nappes phréatiques. Ou comment empoisonner les générations futures au nom de la protection de la nature. L'incinération des déchets n'est pas une alternative à la mise en décharge. Au lieu d'avoir des décharges d'ordures brutes, on nous prépare des décharges pour les déchets toxiques produits par l'incinération, dont le poids et le volume auront été diminués au prix d'une pollution de l'air.

Les géomembranes — qui sont censées assurer l'étanchéité des fonds de décharge — devraient être ni plus ni moins éternelles (!), étant donné la présence de polluants non-biodégradables tels que les métaux lourds. De plus, aux cendres volantes s'ajoutent les résidus de déchloration, soit 400 t de déchets toxiques chaque année environ pour un incinérateur de taille moyenne. Conclusion : la prolifération des incinérateurs ne supprime pas les décharges, bien au contraire.

Intoxication gratuite

Les cendres lourdes qui restent sur les grilles du four sont appelées mâchefers. Pour un incinérateur de 100 000 t par an, elles représentent 30 000 t de déchets toxiques chargés en métaux lourds et polluants organiques. Jusqu'à

Quelques-uns des 1400 polluants émis et "oubliés" par les normes.

Monoxyde de Carbone
Beryllium
Chlorobenzènes
Chlorophénols
Dioxines et furanes
Formaldéhyde
Polychlorobiphényles
Phosgène (gaz de combat)

présent, dans la plupart des cas, les mâchefers étaient mis en décharge de classe 2 (ordures ménagères). Mais il y a encore plus polluant que la mise en décharge : leur dissémination dans l'environnement.

Les mâchefers sont renommés "grave urbaine" par exemple et proposés gratuitement aux communes comme matériau de remblai pour la construction de routes, de chemins ruraux, etc. La loi permet cela mais prévoit entre autres que « l'utilisation des mâchefers doit se faire en dehors des zones inondables et des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ainsi qu'à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau » (1). Les polluants ainsi disséminés sont priés de rester à leur place.

Le prix de l'incinération serait prohibitif s'il était impossible aux exploitants de se débarrasser des résidus à bon compte. La dernière étape du traitement des

(1) Circulaire du 9 mai 1994.

Un incinérateur, c'est beaucoup de gaz dans l'air... mais aussi des tonnes de cendres toxiques (photos Greenpeace)



Quand l'«incinération propre» pollue... Rejets gazeux d'un incinérateur

(100 000 t/an) mis aux «nouvelles» normes (s'il les respecte).

Polluants	t/an
Poussières totales	42
Acide chlorhydrique (HCl)	70
Composés carboniques	28
Métaux lourds : Plomb, Chrome, Cuivre, Manganèse	7
Nickel, Arsenic	1,4
Cadmium, Mercure	0,3
Acide fluorhydrique (HF)	2,8
Dioxyde de Soufre (SO ₂)	420

déchets par incinération consiste donc à les déverser dans le milieu naturel. En appelant cela «valorisation», bien entendu.

Production de pollution

Non seulement les déchets qui passent par un incinérateur polluent l'environnement à plus ou moins brève échéance, mais en plus l'incinération produit de nouveaux polluants. Ainsi, les dioxines et furanes, substances parmi les plus dangereuses que l'on connaisse (effets cancérigènes, mutagènes, etc.), sont produites par l'incinération de déchets contenant du chlore tels que les plastiques PVC. La température de

combustion ne résout pas ce problème car il a été prouvé que les dioxines se reforment durant le refroidissement des gaz, après le passage en four (2).

La pollution «oubliée»

Selon l'aveu même de TIRU, filiale d'EDF spécialisée dans l'incinération, ils brûlent une « matière inconnue » (3). Et pour cause : les ordures ménagères sont une masse extrêmement complexe dans laquelle se trouvent des plastiques aux compositions chimiques diverses, des métaux lourds, des médicaments, etc. En résumé, on y trouve pratiquement tous les éléments du tableau de Mendeleiev.

Dans ces conditions, il est impossible de savoir ce qui va résulter des réactions chimiques déclenchées par la combustion d'un amas aussi hétéroclite. Ce sont près de 1400 substances chimiques dont certaines toxiques qui sont émises par l'incinération sans qu'on puisse les identifier et encore moins les quantifier (4).

Décharge finale : notre corps

La caractéristique des polluants émis par l'incinération est leur persistance dans l'environnement : ils sont peu ou pas biodégradables et dangereux à très faible dose (à des doses d'un milliardiè-

me de gramme pour certains). Un exemple parmi d'autres : les dioxines dans le lait maternel. Ces polluants, dont la source principale est l'incinération des déchets, remontent la chaîne alimentaire et se concentrent dans nos corps.

La contamination est déjà telle que des médecins en sont réduits à recommander à de futures mères de limiter l'allaitement de leurs enfants car le lait maternel est trop pollué... Nous nous trouvons en bout de chaîne alimentaire et, de ce fait, servons de décharge finale aux toxiques libérés par l'incinération des déchets.

Energie cancérigène

L'utilisation de déchets comme combustibles — rebaptisée «valorisation énergétique» — est avant tout destinée aux relations publiques. Le rendement énergétique d'une usine d'incinération produisant de l'électricité est d'environ 20 % contre 90 % pour des unités de cogénération (production combinée d'électricité et de chaleur) fonctionnant au gaz par exemple. Sans parler des énergies renouvelables...

D'autre part, cela n'a aucun sens de parler d'énergie «récupérée» en brûlant des déchets sans prendre en compte l'énergie qui a été nécessaire pour la fabrication des produits devenus déchets. Dans le cas des emballages jetables après une utilisation, l'énergie dépensée par rapport au service rendu une seule fois est un gaspillage en soi. La récupération de chaleur ou d'électricité ne peut que tenter de masquer en partie ce gaspillage.

Enfin, une politique qui voudrait réellement réaliser des économies d'énergie favoriserait le recyclage des déchets qui permet 3 à 5 fois plus d'économies d'énergie que l'incinération (5).

L'argent avant l'environnement

La construction d'un incinérateur est un investissement lourd qui se compte en centaines

COMMENT AGIR CONTRE L'INCINÉRATION ET POUR LA RÉDUCTION DES DÉCHETS EN FRANCE

En France, la "Coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets" représente un réseau de 80 associations de protection de la nature membres à part entière de la Coordination ou intéressées par son travail. Elles réalisent un travail de terrain contre des projets d'implantation ou des incinérateurs existants. L'existence de ce réseau permet des contacts fructueux entre associations confrontées aux mêmes problèmes et s'attaque — enfin — au monopole de l'information sur l'incinération, monopole détenu par... les fabricants d'incinérateurs.

Pour plus de renseignements, contacter Pierre-Emmanuel Neurohr à Greenpeace France au (1) 47 70 46 89.

(2) Rapport 3/01/91, ministère de l'Environnement du Canada, 1985.

(3) L'incinération propre, document de stage, Les éco-maires, 1994.

(4) Report 86/5, C. Alsen, O. Wassermann, Institut für Umwelt und Gesellschaft.

(5) Incineration compared to energy and waste management alternatives, Work on Waste, 1993.

de millions de francs. Une fois construit, il faut le rentabiliser... en lui fournissant une masse de déchets constante, voire en augmentation. Cette situation empêche la mise en place de programmes de réduction des déchets à la source, de programmes de recyclage sérieux, du compostage, etc. On atteint le comble de l'absurde avec la « *garantie d'apport minimal par la collectivité locale* » (3). Il s'agit d'un contrat par lequel la ville s'engage à payer le manque à gagner de l'incinérateur si la masse de déchets fournie venait à diminuer. En clair, ce contrat sanctionne les communes qui réduisent leur production de déchets !

Dans le but de rentabiliser l'investissement, les exploitants vont chercher des ordures toujours plus loin, ce qui a pour effet d'allonger les transports polluants par camions. Cela va jusqu'à l'importation. Ainsi, Epinal, dans les Vosges, importe les ordures ménagères du Luxembourg... Enfin, comparé à l'investissement, le nombre d'emplois permanents créés par un incinérateur est d'autant plus ridicule que d'autres approches du problème — réduction à la source, réutilisation, recyclage — créent plus d'emplois.

La résistance s'organise

Alors que la France compte déjà près de 300 usines qui incinèrent 40 % des ordures ménagères, le ministère de l'Environnement prévoit d'en construire plus d'une centaine d'ici l'an 2002. La baignoire déborde, mais au lieu de fermer les robinets, les technocrates tentent vainement d'éponger à coups d'incinérateurs et de décharges.

L'index 1995 de la revue est disponible contre 4 timbres à 2,80 F (également disponible : index 1991 à 1994, même prix pour chaque année)



Actions dans un grand magasin pour demander une réduction des emballages perdus (photo Greenpeace)

Autant dire que si ces plans délirants voient le jour, la politique des déchets ménagers sera bloquée dans le tout-incinération jusqu'en 2020 avec pour conséquence une contamination globale de la nature. Plus de 80 associations de protection de la nature des quatre coins de France se sont regroupées au sein de la Coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets afin d'empêcher cette dérive.

Ce que demande Greenpeace

- la promotion de la réduction des déchets à la source, la

réutilisation, le tri-recyclage et le compostage ;

- un moratoire de cinq ans sur la construction d'incinérateurs ou leur extension ;

- l'élaboration d'un scénario pour la mise hors service de toutes les usines d'incinération existantes ;

- l'interdiction de l'importation et l'exportation de déchets conformément aux définitions de la convention de Bâle ;

- la liberté de l'information sur tous les aspects liés à notre santé et à la protection de la nature.

Pierre Emmanuel NEUROHR
Greenpeace



ENVIRONNEMENT

PETITES PHRASES

"(Le projet de l'A51) fait l'objet de nombreuses critiques dont certaines paraissent justifiées : atteintes importantes au milieu naturel dans le tronçon Grenoble-Col du Fau, pollution dans la traversée de Grenoble", Corine Lepage, Ministre de l'Environnement, le 20 octobre lors de l'assemblée générale de France-Nature-Environnement, à Strasbourg.

BERLIN : LE PROCES DE L'ABSURDE

Reimar Krause, militant de Greenpeace, est attaqué en justice par la ville de Berlin car il refuse de payer la nouvelle taxe sur les déchets. Cette taxe est fixée forfaitairement à 10 marks mensuels (35 francs) pour les petits producteurs de déchets (moins de trente litres par semaine de déchets non recyclables)... Mais le problème c'est que Reimar Krause ne produit aucun déchet non-recyclable ! Il dispose d'un com-

post dans son jardin, et n'utilise que des déchets recyclables allant dans les poubelles qui ne sont pas à l'origine de la taxe. La municipalité n'a pas souhaité se pencher sur un tel cas et a décidé de récupérer ses taxes par la voie de la justice ! (source : Verts-contact, 14 octobre 1995).

LA LOIRE ENFIN SAUVEE ?

Jean Royer, battu aux dernières élections municipales, a dû abandonner ses fonctions comme président de l'EPALA, établissement public pour l'aménagement de la Loire et des affluents. Le 20 septembre, c'est Eric Doligé (RPR) qui lui a succédé. Ce dernier s'est déclaré favorable à la solution "Plan Loire grandeur nature" mis en place par son collègue Michel Barnier et il s'est déclaré prêt à étudier la restitution des 425 hectares achetés par l'EPALA pour la construction de feu le barrage de Serre-de-la-Fare. Le nouveau président, répondant aux questions des mil-

lants de SOS Loire Vivante venus camper devant le siège de l'EPALA, a également accepté de réétudier l'importance du projet de Chambonchard, se dit prêt à faire un audit indépendant sur Naussac II et s'engage à respecter le moratoire de deux ans sur le barrage du Veudre. Ce changement de politique a provoqué la démission de la ville de Saint-Etienne qui fait actuellement le forcing pour entraîner avec elle le département de la Loire. Les pro-barrages, malgré leurs défaites successives, n'estiment donc pas encore avoir perdu la guerre. Contact : SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tél : 71 05 57 88.

SAUVEZ LES CHAUVES-SOURIS

Le 16 août 1995, le gouvernement français a officiellement ratifié la convention européenne de protection des chauves-souris. Depuis 1985, un réseau "SOS chauves-souris" a été mis en place pour faciliter la coha-

bitation entre l'homme et ces mammifères : problèmes de guano, bruit, odeur... Afin de pouvoir intervenir sur tout le territoire, ce réseau cherche des correspondants dans les départements suivants : 08, 23, 30, 46, 47, 60, 61, 62, 84, 87, 89, 90, 93, 95. Contact : SOS Chauves-souris, c/o FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08.

PARIS : AMIANTE DANS LE METRO

Une étude menée par le comité d'hygiène de la RATP a révélé la présence d'amiante dans les pistes de guidage des métros sur pneus des lignes 1 et 4 ainsi que dans les parois des gaines d'aération des stations. Aux postes de travail, la pollution en fibres d'amiante par cm³ atteint 1,96 alors que la limite - laxiste - est de 0,6. Pour le public, on trouve 0,012... mais aucune législation n'existe. Toutefois, dans les bâtiments floqués, la limite est fixée à 0,005. Le nettoyage coûtera plusieurs millions de francs.

RENNES : LES DECHETS MENAGERS

Alors que se déroule le plan "département de gestion des déchets ménagers" que la loi oblige à mettre en place dans chaque département, le CIELE, centre d'information sur l'énergie et l'environnement, la SEPNEB, société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne, et la Feuille d'Erable (promotion du papier recyclé), organisent une semaine d'information et d'animation sur les déchets ménagers du 27 novembre au 2 décembre 1995. Cette semaine comprendra une exposition sur les emballages, une soirée débat (le jeudi 30 novembre), une journée de formation. Le tout sera complété par des animations auprès des scolaires. Cela se passe à la Maison du Champ de Mars, 6 cours des Alliés, à Rennes. Renseignements : Jean Getin, CIELE, tél : 99 54 42 98 ou Françoise Lebœuf, Feuille d'Erable, tél : 99 54 74 24.

Découvrez

combat nature

La revue de l'environnement et de l'écologie

- L'actualité « nature et environnement » en France et dans le monde
- Des articles sur l'écologie
- Les actions des associations
- Revue trimestrielle, fondée en 1971
- Demandez un spécimen gratuit
- Abonnement annuel : 160 ou 200 F
- B.P. 3046 - 24003 Périgueux Cédex
Tél. : 53.08.29.01. Télécopie : 53.09.52.52.



GRENOBLE-SISTERON : 87 CONDAMNATIONS

87 personnes interpellées depuis le début des actions non-violentes contre le chantier de l'A51 au sud de Grenoble ont été condamnées par le tribunal à 2000 F d'amendes chacune ainsi qu'à une amende collective de plus de 40 000 F. A ceci s'ajoute différents frais de justice, qui fait que globalement les opposants se trouvent avec plus 200 000 F à sortir de leurs poches. Ils ont fait pour le moment appel en espérant que les travaux soient bloqués d'ici là administrativement, ce qui légitimerait leurs actions d'opposition.

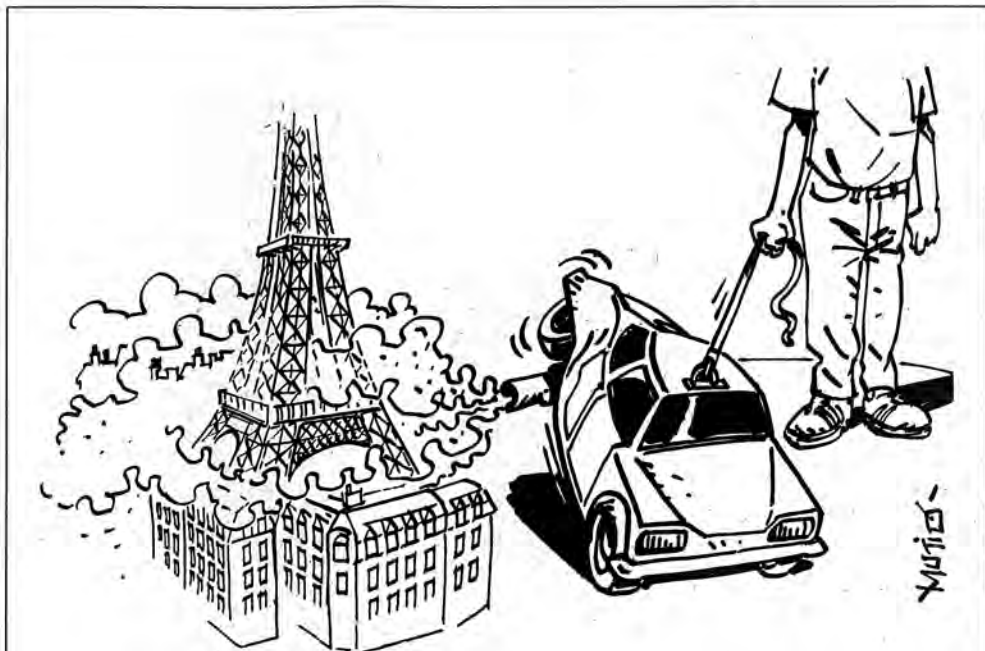
VALLEE D'ASPE : PETETIN EXPULSE ?

La SNCF, qui accordait un bail précaire à Eric Pétetin pour l'occupation de la gare désaffectée de Cette-Eygun transformée en "Goutte d'eau", vient d'envoyer à son locataire un préavis comme quoi le bail n'est pas renouvelé. Eric Pétetin sera en situation irrégulière à partir de juin 1996. La mairie de Ceyte-Eygun aurait passé un accord avec la SNCF pour racheter la gare à hauteur de 350 000 F... pour un usage indéterminé (relais routier pour l'autoroute ?). Rappelons que la loi précise que le locataire est prioritaire si le propriétaire souhaite vendre son bien... sauf si la mairie utilise son droit de préemption. Ce dernier droit est lié à un projet déterminé par la commune, ce qui ne semble pas être le cas actuellement. Avec un bon avocat, Eric Pétetin doit pouvoir se porter acquéreur des lieux.

Contact : SOS Goutte d'eau, 64490 Eygun, tél : 59 34 78 83.

VALLEE D'ASPE : PAS D'ANNULATION

Le 24 octobre dernier, le Conseil d'Etat a rejeté les recours engagés par plusieurs associations contre la déclaration d'utilité publique du tunnel du Somport. L'association Artus, le comité des habitants de la vallée, France nature environnement, la SEPANSO et la fédération nationale des usagers des transports, demandaient l'application de la loi sur les transports qui



PARIS : POLLUTION DE L'AIR RECORD

Le 10 octobre dernier, la grève des fonctionnaires - tout le monde a dû prendre sa voiture en l'absence de trains et de métros - et la grève du vent réunies ont permis à la capitale de battre ses records de pollution en atteignant pour la première fois le niveau 3 d'alerte, le niveau le plus élevé. Et en quoi consistait l'alerte ? A conseiller - dit le préfet - aux personnes âgées, aux enfants et aux femmes enceintes d'éviter les efforts physiques pour ne pas avoir à trop respirer. C'est vrai ça, rien ne vous oblige à respirer ! Quant à interdire ou limiter l'usage de la voiture, on en parle au Ministère. Mais pour le moment, Mme le ministre est coincée dans un embouteillage.

CONSEQUENCES SUR LA SANTE

Comme cela fait maintenant longtemps que l'on s'interroge sur les conséquences de la pollution de l'air, les études épidémiologiques sur de grands échantillons de population commencent à révéler des chiffres plus qu'inquiétants. Ainsi, en Suisse, un programme national de recherche portant sur 9600 adultes et 4470 enfants conclut au lien évident entre pollution de l'air et troubles respiratoires ainsi qu'avec les capacités pulmonaires. En chiffre, les résultats sont les suivants : toute augmentation de 10 microgrammes/m³ de poussières polluantes entraîne chez les enfants 30 à 60 % de maladies respiratoires en plus ! Chez les adultes, cette hausse est estimée à 12 %. Un pic de pollution entraîne une véritable épidémie dans les jours qui suivent. Et les auteurs de l'étude de conclure en faisant le rapprochement avec le tabagisme passif : les effets sont sensiblement les mêmes.

Une autre étude provenant de Los Angeles, la ville la plus polluée des USA, conclut que dans cette ville les capacités respiratoires de la population sont inférieures de 15 % à la moyenne nationale.

Et pour terminer en beauté, la Banque Mondiale, que l'on ne peut accuser d'intégrisme écologique, chiffre le nombre de décès imputables à la pollution de l'air entre 300 000 et 700 000 par an. (source : Courrier de Genève, 28 septembre 1995)

spécifie que l'ouverture d'une nouvelle voie doit être comparée avec les autres modes de transports. Cette étude aurait été d'autant plus facile qu'une ligne de chemin de fer traverse la vallée et que son fonctionnement n'a été arrêté que depuis quelques années. Pour justifier le non respect de cette loi, le Conseil d'Etat s'est réfugié devant le fait que le projet était transfrontalier et que la loi LOTI ne peut être appliquée aux Espagnols. Et les lois européennes ? Comme hypocrisie, cela se tient là !

VALLEE D'ASPE : PERCEMENT DU TUNNEL AU PRINTEMPS ?

Le chantier, longtemps ralenti par les problèmes techniques, s'est accéléré depuis l'automne. Début novembre, sur 8,6 km à percer, 1,7 km l'ont été côté français et 2 km du côté espagnol. Selon les responsables du chantier, la jonction est attendue pour le printemps 1996. Par ailleurs, le massacre dans la vallée est en route : élargissement des goulots de la vallée,

rétrécissement du gage d'Aspe (et destruction des écosystèmes)... Après le jugement du conseil d'Etat, le Collectif Alternatives Pyrénéennes, moins politisé que la coordination autonome, a décidé d'étudier la possibilité de limiter le tonnage des véhicules qui auront accès à la nationale RN134 et à s'opposer à tout aménagement en voie autoroutière.

Contact : Collectif Alternatives Pyrénéennes, BP 310, 64003 Pau cedex, tél : 59 06 84 40.

L'UNION EUROPÉENNE SOUS L'INFLUENCE DES INDUSTRIELS

(1) Les amendements visant à renforcer la protection de l'environnement ont été en partie rejetés par la Commission, tandis que le Conseil des ministres allait jusqu'à ignorer la position du parlement sur cette question.

A l'ordre du jour de la session du parlement européen figurait, en mai dernier, le vote des textes relatifs au réseau transeuropéen de communications (Trans European Network, TEN). Malgré certaines préoccupations environ-

nementales, le parlement décida d'ajouter une quinzaine de projets d'autoroutes aux 126 liaisons routières déjà proposées par la Commission (1). En projetant ces plus grands travaux routiers de l'histoire européenne, les instances de l'Union n'ont fait finalement que se soumettre aux pressions implacables et constantes orchestrées par les industriels. Ceux-ci représentent en effet environ 95 % des organisations travaillant à Bruxelles dans le but d'orienter les propositions de loi établies par la Commission. Ainsi, tandis que certains lobbies (syndicats, petites entreprises, groupes environnementaux) patientent plusieurs

semaines avant d'obtenir un rendez-vous avec un membre de la Commission (2), les représentants des multinationales utilisent leurs carnets d'adresses pour inculquer constamment leurs points de vue aux fonctionnaires et élus de Bruxelles.

ce, la compétitivité et l'emploi, dont le coût est estimé à 82 milliards d'Ecus (540 milliards de francs) (4), ce sont finalement 14 projets "ultra-prioritaires" qui ont été retenus lors du Conseil européen d'Essen des 9 et 10 décembre 1994, et dont la priorité a été confirmée lors du sommet européen de Cannes les 25 et 26 juin 1995. Ces projets, financés en partie par l'Union, devraient débiter avant fin 1996. Parmi ceux-ci, figurent non seulement des autoroutes (Lisbonne-Valladolid, Athènes-Bulgarie, etc), mais aussi des lignes TGV (Paris-Londres, Nuremberg-Berlin, Madrid-Dax, etc) ainsi que la construction du pont reliant le Danemark à la Suède.

Canal Rhin-Rhône, Tunnel du Somport, Autoroute Grenoble-Sisteron, liaison TGV Lyon-Turin... Les projets démentiels se multiplient. Quelle démocratie nous reste-t-il face aux industriels ?

L'Europe de l'Est n'est pas en reste puisqu'un projet similaire au TEN, le TEM (Trans-European north south Motorways), concernant plus de 10 pays, prévoit la construction de 10 970 nouveaux kilomètres d'autoroutes, dont environ 2 800 sont déjà construits à ce jour (5).

La construction de telles infrastructures, motivées par la politique du "tout-camion", est généralement argumentée par le désenclavement et le développement économique régional. Qu'en est-il réellement ? Certes, ces projets routiers relancent à court terme l'emploi dans le secteur des travaux publics, profitent à l'industrie automobile par l'augmentation du trafic générée (6) et aux grandes

La politique des grands travaux

En juin 1992, la Commission européenne publiait le schéma directeur du réseau routier à l'horizon 2002. Afin d'établir le réseau transeuropéen de communications énoncé lors du traité de Maastricht, la Commission proposait, au nom de la croissance économique, la création de 12 000 nouveaux kilomètres d'autoroutes à travers l'Europe, soit une augmentation d'environ 1/3 par rapport au réseau actuel (3).

Sur les 26 projets figurant dans le *Livre blanc sur la croissan-*

nementales, le parlement décida d'ajouter une quinzaine de projets d'autoroutes aux 126 liaisons routières déjà proposées par la Commission (1). En projetant ces plus grands travaux routiers de l'histoire européenne, les instances de l'Union n'ont fait finalement que se soumettre aux pressions implacables et constantes orchestrées par les industriels. Ceux-ci représentent en effet environ 95 % des organisations travaillant à Bruxelles dans le but d'orienter les propositions de loi établies par la Commission. Ainsi, tandis que certains lobbies (syndicats, petites entreprises, groupes environnementaux) patientent plusieurs

(2) Le Bureau Européen de l'Environnement n'a réussi à rencontrer qu'une fois, en deux décennies, le président de la Commission. *Mississippi Europe*, Ann Doherty et Olivier Hoedeman, *The Ecologist*, juillet/août 1994

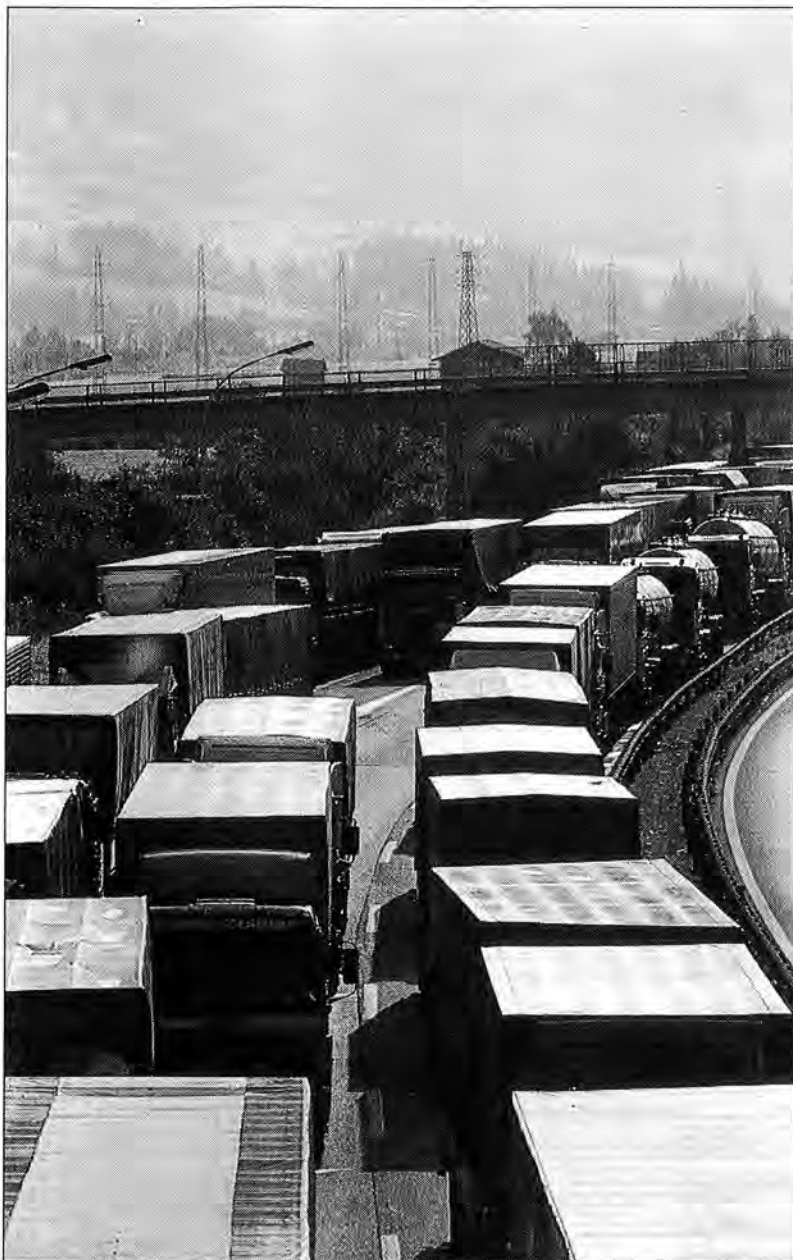
(3) *Mississippi Europe*, Ann Doherty et Olivier Hoedeman, *The Ecologist*, juillet/août 1994
(4) *Le Monde*, 8 juin 1994

(5) Ces travaux sont en partie financés par la Banque Mondiale, qui dans le même temps contraint certains pays (Hongrie, Pologne) à fermer des lignes de chemin de fer estimées non rentables. Voir *Concrete Action* n°2 (juillet/août 94) et n°3 (décembre 94), publiés par A SIED Europe, Amsterdam.

entreprises par la mobilité plus aisée des marchandises. Mais les projets autoroutiers activent également les processus de désertification en milieu rural, qu'il s'agisse de mouvements migratoires ou du déclin industriel : les petites entreprises locales "sont conscientes de leurs faibles capacités d'investissements et des risques d'accroissement de la concurrence des groupes nationaux avec la multiplication des autoroutes" (7). En fait, "l'enclavement serait un facteur de survie pour les entreprises peu performantes et fermées sur leur marché local" (8). Dans une étude intitulée *Des routes, des emplois et l'économie* (9), John Whitelegg montrait que les nouvelles routes transfèrent les emplois d'un endroit à l'autre et favorisent la centralisation au détriment des économies locales, tout en augmentant les flux de transport. Ainsi, l'autoroute ne fait qu'amplifier les tendances préexistantes, et ne crée pas systématiquement, loin de là, de nouveaux emplois.

Des investissements de montants équivalents dans d'autres formes de transport (transport combiné rail-route pour les marchandises, transports collectifs péri-urbains et inter-urbains) auraient sans doute davantage d'effets positifs sur le marché du travail.

Si le développement économique annoncé pour justifier la construction de nouvelles routes n'apparaît pas aussi facilement que le font croire les aménageurs, d'autres effets non annoncés sont par contre beaucoup plus réels. La détérioration des paysages, sacrifiés au bitume des routes et au béton des viaducs, s'est ainsi fortement accélérée ces trente dernières années. L'autoroute Lyon-Genève au passage de Nantua en est un exemple frappant. Mais ce ne sont pas là les seuls maux, les conséquences sanitaires sont également très inquiétantes. Pollution de l'air, des sols, des eaux souterraines, bruit, vibrations, la liste serait longue. "Les conséquences sur les riverains sont impressionnantes : perturbation du sommeil, nervosi-



la saturation du trafic et les accidents mettant en cause les poids-lourds et le transport routier, constituent d'autres coûts sociaux qui devraient inciter les décideurs à réviser leurs politiques d'aménagement du territoire.

té, fatigue, irritabilité, sentiment d'impuissance, allergies, consommation élevée de médicaments" (10). Mais aussi le TEN, par la croissance du trafic routier qu'il génère, induira de larges augmentations des émissions de CO₂ dues au transport (11). Rappelons que, lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992 et plus récemment lors du Sommet sur les Climats de Berlin en avril 1995, les pays industrialisés s'engageaient à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990, ceci dès l'an 2000.

Enfin, la saturation du trafic et les accidents mettant en cause les poids-lourds et le transport routier, constituent d'autres coûts sociaux qui devraient inciter les décideurs à réviser leurs politiques d'aménagement du territoire. Mais ceux-ci restent très perméables à la pression des transporteurs routiers qui de plus entrent en concurrence déloyale avec le chemin de fer. Ils profitent en effet d'une sous-tarifcation liée à la faible taxation du gazole, à une taxe à l'essieu non-revalorisée depuis vingt ans, au prix dérisoire

(6) Une étude récente publiée par SACTRA pour le compte du gouvernement britannique vient de montrer que les nouvelles routes ne font pas que fluidifier le trafic existant, elles induisent également un trafic supplémentaire.

(7) *L'observatoire de l'A71*, bilan de trois ans d'activités (1986-1989), R. Brossolette, Etudes Géographiques 1990

(8) *Autoroutes en milieu rural*, les effets socio-économiques, Fabienne Mercier et Marc Bottau, DDE Midi-Pyrénées, septembre 1993.

(9) publiée par Greenpeace UK, août 1994.

(10) *L'Europe des camions*, Jean Sivardière, Les réalités de l'écologie, janvier 1995.

(11) Le secteur des transports est déjà responsable de 25 % des émissions de CO₂ de l'Union Européenne, dont 80 % sont imputables au trafic routier.

(12) Chiffres de 1993, extraits du rapport 1994 du Conseil National des Transports.

(13) Le Monde, 21 février 1995.

(14) *Circular demain*, Alain Bonnafous, DATAR.

Ed. de l'Aube, 1993

(15) Groupes invités : ERT (European Round Table of Industrialists), IRF (International Road Federation), IRU (International Road Union), PIARC (Permanent International Association of Road Congresses), ITA (International Tourism Alliance), ACEA (organisation représentant l'industrie automobile), SECAP (association des concessionnaires de péages d'autoroutes), Europe's Motorways, Chris Bowers, The Ecologist, juillet/août 1993.

(16) Le franchissement des Alpes (Lyon - Turin par TGV et transport combiné) fait actuellement partie du TEN. La route transpyrénéenne est l'axe E7 Pau-Saragosse, traversant la vallée d'Aspe et nécessitant la percée du tunnel du Somport, actuellement toujours en construction bien que les crédits européens aient été gelés pour morcelage des études d'impact sur l'environnement. A l'heure actuelle, seulement 40 % des crédits ont été effectivement versés, mais le parlement vient de confirmer en mai sa volonté de voir se réaliser l'axe E7, et a proposé d'ajouter au TEN deux nouveaux projets d'autoroutes qui convergeraient vers la vallée d'Aspe : Bordeaux - Valencia et Limoges - Valencia.

(17) *Missheading Europe*, Ann Doherty et Olivier Hoedeman, The Ecologist, juillet/août 1994.

des péages autoroutiers pour les poids-lourds face aux coûts de construction et d'entretien des infrastructures engendrées par leur trafic, ainsi qu'à la réglementation sociale non respectée au niveau des heures de conduite. Autrichiens et Suisses semblent être les seuls à avoir vivement réagi face à cette situation, les premiers en réglementant sévèrement le passage des camions par le col du Brenner, les seconds en votant par référendum du 20 février 1994 le transfert sur le rail dans les dix ans du trafic routier de marchandises à travers les Alpes. En France, 70 % des marchandises sont transportées par la route (26,5 % par le rail) (12), et malgré les subventions accordées au transport combiné rail-route, les multiples projets de construction d'autoroutes confirment la tendance.

Quant aux voyageurs, la SNCF, pourtant handicapée par sa dette de 155 milliards de francs (8,2 milliards de déficit en 1994) (13), continue sa politique de grands travaux. Les nouvelles lignes TGV s'accaparent les financements, au détriment des petites lignes, qui ferment les unes après les autres. Alors que, durant les siècles précédents, les infrastructures de transport induisaient un développement d'activités tout au long de leur tracé, les TGV ne génèrent "que des nuisances sur les zones traver-

sées désormais sans (aucun) arrêt" (14). Entraînant une concentration autour des grandes villes, les projets TGV inclus dans le TEN ne feraient donc que provoquer, et de façon plus flagrante encore que les autoroutes, la désertification des villes moyennes et des campagnes.

Orienter les décisions publiques

En établissant ce programme de grands travaux, la Commission européenne prit particulièrement en considération les recommandations que lui avait adressées le Groupe de Travail sur les Autoroutes (Motorway Working Group, MGW), qu'elle invita d'ailleurs spécialement à contribuer à l'élaboration du schéma directeur TEN. Le MGW était composé de sept groupes de pression (15) ayant des intérêts directs dans la construction de nouvelles routes. Parmi eux figurait notamment la Table-Ronde Européenne des industriels (European Round Table of Industrialists, ERT).

Déjà en 1984, puis en 1991, l'ERT avait publié des rapports prônant de nouveaux investissements dans le domaine des infrastructures européennes de transport. Le premier, intitulé *Liens manquants*, montrait la nécessité de la construction du tun-

nel sous la Manche, d'une liaison Allemagne du Nord - Danemark - Suède, et de liaisons TGV entre les pôles européens. Le second, *Réseaux manquants*, prévoyait une demande accrue d'infrastructures de transport, suite à l'ouverture des frontières entre pays de l'Union. S'en suivaient des propositions concrètes de construction de nouvelles routes, à travers "les barrières alpines et pyrénéennes et vers l'Europe de l'Est" (16).

Constituée en 1983 à l'initiative des dirigeants de plusieurs multinationales, dont Pehr Gyllenhammer de Volvo, Umberto Agnelli de Fiat et Wisse Dekker de Philips, l'ERT rassemble aujourd'hui une quarantaine de compagnies, parmi lesquelles St Gobain, Siemens, La Lyonnaise des Eaux, BSN, Total, Shell et Olivetti. (17) Son but : orienter les politiques européennes au bénéfice de l'industrie. Pour cela, les membres de l'ERT entretiennent des rapports étroits avec les fonctionnaires de la Commission. Grâce à leurs contacts personnels avec la plupart des chefs d'Etat européens, ces industriels ont acquis une position très influente auprès des instances décisionnelles européennes. A tel point que les documents publiés par l'ERT et les rapports établis par la Commission présentent parfois des similitudes troublantes.

La première campagne lancée par l'ERT était destinée à accélérer la mise en place du marché unique européen. En 1984, un rapport intitulé *Europe 1990 : un calendrier d'action* élaborait un plan quinquennal visant à harmoniser les règles de commerce et à abolir les frontières fiscales. Ces propositions furent reprises en 1985 dans le Livre Blanc de la Commission européenne *Achèvement du marché intérieur*. La seule différence fondamentale entre les deux documents était la date de mise en place du marché unique, fixée au 31 décembre 1992 par la Commission.

Dans le domaine de l'éducation, l'ERT publia en 1989 un rapport intitulé *Education et compétence européenne*. Ce document faisait état du manque de qualifica-

L'actuel politique des transports est sans issue !





La détérioration des paysages, sacrifiés au bitume des routes et au béton des viaducs, s'est ainsi fortement accélérée ces trente dernières années.

tion dans certains secteurs de l'industrie, et condamnait par la même occasion le système éducatif actuel, qui encouragerait les étudiants à prendre la liberté de suivre des études intéressantes au niveau personnel, mais non connectées au marché du travail, et donc souvent sans réelle possibilité d'application pratique. Le mémorandum sur les études supérieures, publié en 1991 par la Commission, reprend la même analyse, en définissant explicitement l'éducation comme une fonction du marché de l'emploi et en incitant à une modification des structures éducatives afin de renforcer la coopération avec l'industrie. Ce mémorandum fut d'ailleurs préparé lors de réunions et conférences ouvertes à un nombre limité de représentants de l'industrie, des institutions d'enseignement supérieur et de ministères (les représentants des étudiants ne furent pas invités). Les membres de l'European Round Table purent ainsi encore une fois

imposer leur vision de l'économie et de la société.

En ce qui concerne l'emploi et la protection sociale, les divers rapports publiés par le groupe d'industriels traitant de la sécurité sociale soulignent que le financement de celle-ci ne doit pas devenir un obstacle à la croissance économique (18). Ils insistent également sur la rigidité des lois concernant l'embauche, le licenciement, le temps de travail et le salaire minimum.

Les propositions de l'ERT, qui prône la flexibilité sur le marché de l'emploi, vont ainsi dans le sens d'une diminution de la protection sociale, toujours au nom de la croissance économique. Reprenant ces thèmes, le *Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi*, publié par la Commission en décembre 1993, établissait une politique de sortie de la crise axée sur la compétitivité. Ce Livre blanc semblait d'ailleurs s'inspirer fortement d'un

autre rapport publié par l'ERT : *Vaincre la crise* (19).

Toutes ces similitudes entre les documents émis par la Commission et les industriels montre que l'ERT exerce une influence considérable sur les instances européennes : à Bruxelles, d'autres organisations la considéraient déjà non plus comme un groupe de pression, mais quasiment comme une institution faisant partie intégrante de l'Union. Tout comme son homologue américain, la Business Roundtable (20), il semble que l'European Round Table parvienne aisément à orienter les décisions publiques selon ses souhaits, transformant la scène politique européenne en parodie de démocratie.

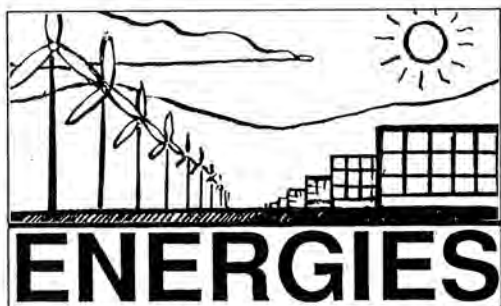
Olivier LARGE
Concret Action

Contact : Concret Action, Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82.

(18) Lire *Feu sur la protection sociale*, Jean Massé, Le Monde Diplomatique, février 1995.

(19) Voir *Litimes de Sainte Compétitivité*, Riccardo Petrella, Le Monde Diplomatique, février 1994.

(20) Voir *Aux Etats-Unis. Les croisés du libre-échange*, Marie-France Toinet, Le Monde Diplomatique, février 1995.



JAPON : MAISONS SOLAIRES

Le gouvernement japonais, bien que croyant toujours en l'énergie nucléaire, a

décidé de donner un coup de pouce à l'énergie solaire. Il a ainsi décidé de payer la moitié des coûts des installations solaires de chauffage dans l'habitat.

METHANISATION : VALORISATION DE LA BIOMASSE

Après Amiens (1988), Papeete (1991) et Tilburg, une commune hollandaise (1993), la société française Valorga vient de convaincre la commune italienne de Campobasso (150 000 habitants) de se lancer dans la méthanisation des déchets ménagers. Cette nouvelle unité traitera 36 000 tonnes de produits fermentescibles et produira 6 millions de m³ de biogaz par an, correspondant à 9000 MWh. Les produits transformés donneront 20 000 tonnes de compost. En théorie, cette technique est pleine d'avenir car elle permet de récupérer sur la biomasse de l'énergie provenant de nos déchets sans altérer la valeur biologique de la partie stable. Plus rapide que le compostage, elle permet d'obtenir un produit d'épandage similaire en seulement 2 à 3 semaines. Elle nécessite moins de place au sol et permet de maîtriser les risques d'odeurs des fermentations. Alors que le compostage est souvent énergivore, il permet au contraire de récupérer de l'énergie (moins que l'incinérateur mais sans les inconvénients de celui-ci). De plus la production de méthane n'est pas forcément brûlée sur place et peut servir, par exemple, comme carburant pour différents moteurs. Son coût est entre celui du compostage "haut de gamme" et l'incinérateur.

Si cette technique se développe peu pour le moment, c'est qu'elle pose le problème de la collecte sélective des déchets (comme pour le compost). En effet, pour que cette théorie s'applique correctement, il est nécessaire que les déchets initiaux soient collectés sélectivement afin d'éviter la souillure par différents autres déchets (plastique, verre, métaux lourds...). C'est extrêmement difficile (une seule pile contamine des tonnes de biomasse) et c'est pour le moment l'obstacle au niveau des collectes des déchets ménagers par les communes. Le compost reste souvent médiocre... mais c'est la technique de collecte qui est à améliorer et non la méthanisation qui est en cause.

Une dizaine d'installations de taille industrielle ont été construites en 5 ans en Europe dont 8 traitent plus de 100 000 tonnes par an. Fin 1995, 3 sont en construction et 4 autres sont commandées.

Pour en savoir plus :

• SOLAGRO, 219 avenue du Muret, 31300 Toulouse, tél : 61 59 56 16.

Principaux fabricants :

- Valorga Process, 5 rue Massacan, 34740 Vendargues.
- Kompogas, Bühler Sarl, Tour Aurore, Place des Reflets, 92080 Paris la Défense 2, cédex 5.
- Dranco process, OXS, Dok Noord 4, B-9000 Gent.

Cette subvention met le solaire à un prix très intéressant. Alors que l'on ne comptait que 2000 maisons solaires dans le pays au début de l'année 1995, le gouvernement espère passer à 30 000 d'ici 5 ans. (source : Ministère de l'Industrie du Japon)

CHAUFFAGE ELECTRIQUE EN BAISSÉ

Non seulement nous avons trop de centrales nucléaires, mais en plus les Français refusent de plus en plus le chauffage électrique : entre 1987 et 1994, il est passé de 70 % à 43 % des sources de chauffage lors de la construction en neuf. Il semble que le montant des factures ait plus d'influence sur le comportement des consommateurs que les multiples publicités d'EDF ! (source Tam-Tam, novembre 1995)

LAMPES ECONOMES TESTEES

"50 millions de consommateurs" présente dans son numéro d'octobre 1995 un test comparatif portant sur 18 modèles de lampes économes. Les meilleurs choix sont, dans la catégorie 5-7 watts, l'Osram Dulux EL7W ; dans la catégorie 11 watts, l'Osram Dulux EL11W ; dans la catégorie 15 à 18 W, la Philips PL Electronic/C15W ; dans la catégorie 20 W et plus, la Philips PL Electronic/T 20 W ; dans la catégorie "globe", l'Osram Dulux EL Globe 20 W. Ce test permet également de mieux se rendre compte des avantages financiers des lampes : selon les tests, ce sont les lampes les plus puissantes qui font faire le plus d'économies en argent (par comparaison à une autre ampoule éclairant autant)... mais la revue oublie de dire que ce sont les lampes les plus puissantes qui font le maximum d'économies d'énergie, ce qui ne semble pas l'intéresser outre mesure.

FRANCE : PEU D'ECONOMIES

La consommation d'énergie dans l'industrie a baissé de 30 % au cours des vingt dernières années. Cette baisse est due à l'amélioration des processus industriels. C'est le seul domaine où l'on compte de réels progrès.

Ainsi, dans l'habitat, les campagnes d'information des années 1973 à 1986 avaient entraîné des économies, principalement parce que les gens développaient l'isolation chez eux, mais depuis 1986, cet effort a presque été complètement anéanti, en particulier par une politique des gouvernements complètement stupide concernant le chauffage électrique et la climatisation. Si la climatisation permet une amélioration du confort en été, l'isolation permet une amélioration en été comme en hiver... et ne consomme plus d'énergie une fois en place.

Dans les transports, c'est encore pire. Alors que la consommation des voitures a baissé en moyenne de 2 litres aux cent kilomètres, la consommation totale a augmenté de moitié en vingt ans. Cela est dû bien sûr au nombre de véhicules mais aussi au comportement des conducteurs qui achètent des voitures toujours plus puissantes (et des constructeurs qui refusent de vendre de petites cylindrées : on ne trouve plus aujourd'hui de 2 ou 3 CV !). La voiture reste l'un des moyens de transport les plus gaspilleurs (après l'avion), mais rien n'est fait ou presque par les collectivités pour proposer d'autres modes de transports. (source : Alternatives Economiques, hors-série, 4ème trimestre 1995).

FORMATION ECONOMIES D'ENERGIE, ENERGIES RENOUVELABLES, TRI ET VALORISATIONS DES DECHETS

Pour la 12^{ème} année, l'ASDER, association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise une formation sur les économies d'énergie, les énergies renouvelables, le tri et la valorisation des déchets. Cette formation se déroulera du 29 janvier au 28 juin en continu (818 heures dont 280 en entreprise). Cette formation s'adresse aux salariés ou demandeurs d'emplois qui souhaitent acquérir en un temps réduit les connaissances et la documentation actualisées relatives à ces domaines innovants. Cela peut déboucher sur des emplois dans des entreprises, des bureaux d'études, des cabinets d'architecte, des structures d'insertion, des collectivités, des associations...
 Au programme : solaire thermique, photovoltaïque,

ENERGIES RENOUVELABLES

éolien, cogénération, maîtrise de l'énergie, valorisation de la biomasse (bois, biogaz, compost), tri et valorisations des déchets (collecte sélective, centres de tri, déchetteries, recyclage, valorisation matière...). Le stage se déroulera à l'ASDER (à 4 km de Chambéry). Renseignements complémentaires : ASDER, 299 rue du Granier, BP 45, 73230

Hors-série n°4 de Silence - 2ème édition réactualisée

Sans nucléaire, point de salut ? En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'éviter ainsi de remplacer les centrales nucléaires qui arriveront en fin de course d'ici quelques années.

Au sommaire : le bois, le biogaz, les éoliennes, le mur Trombe, le plancher solaire direct, les séchoirs, la maison bioclimatique, les photopiles, les voitures solaires, la cuisson solaire...

Rédaction coordonnée par Michel Bernard,

56 pages 21 x 29,7 cm
 Nombreuses illustrations

Bon de commande page 39.



Saint-Alban Leysse, tél : 79 85 88 50.

REGION NORD PAS-DE-CALAIS ET ENERGIES RENOUVELABLES

La région Nord Pas-de-Calais, en collaboration avec l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, vient

de publier cinq brochures de présentation du potentiel des énergies renouvelables dans la région : le bois-énergie, l'énergie éolienne, la micro-hydraulique, l'énergie solaire, le biogaz. Chaque brochure est accompagnée de trois fiches pratiques décortiquant trois installations dans la région. Une promotion qui devrait servir d'exemple aux autres régions.

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessiné par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (voir bon de commande page 39)

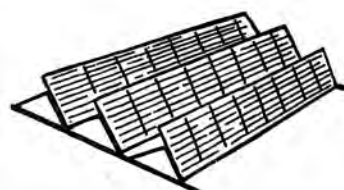
20 technologies pour changer l'énergie LA MINI-CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE



EN deux décennies, les cellules photovoltaïques sont passées d'une curiosité de laboratoire réservée aux satellites ou aux militaires, à une réalité industrielle. Le principe photovoltaïque, c'est qu'une tension électrique se produit dans une plaquette de silicium lorsque le soleil l'éclaire. Souvent issues de l'électronique, les technologies du silicium cristallin ou amorphe se partagent des marchés dans les sites isolés, pour pomper de l'eau, éclairer des habitations ou les rues, alimenter des bouées et des balises. Ces marchés sont maintenant

rejoints par les productions de quelques compagnies électriques, en Californie mais aussi en Italie ou en Corse. Le prix du kWh a été divisé par dix en peu d'années, et descendra dans les prochaines décennies sous les prix des énergies fossiles. Une innovation de ces dernières années est la mini-centrale photovoltaïque, qui s'applique à une installation déjà connectée au réseau. Déjà répandus en Suisse, ces systèmes utilisent un compteur électrique à double-sens : la mini-centrale, installée par exemple sur une partie du toit, envoie son courant

sur le réseau s'il y a du surplus, et le réseau complète le courant si le soleil manque. En France, c'est l'association Phébus ("le soleil" en grec) qui met en place ces expériences.





NON A L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS

Un référendum organisé le 25 juin dans le canton suisse de Nidwalden, a donné une large majorité contre l'enfouissement des déchets nucléaires dans le canton, ce qui bloque de fait le projet gouvernemental.

Un référendum organisé le 17 septembre dans la région de Storuman, en Suède, où un projet d'enfouissement des déchets nu-

cléaires est en cours, a donné 73 % contre ce projet. Ce refus bloque de fait le projet... et met la compagnie d'électricité SKB dans une situation délicate.

En Italie, une seule centrale nucléaire a fonctionné de 1980 à 1986. Ses déchets ont été envoyés en traitement en Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne souhaite retourner les 6000 m3 de déchets mais le gouvernement italien n'arrive pas à trouver un lieu où la population accepte de stocker ces déchets.

En France, on n'organise pas de référendum, on envoie des militaires pour matraquer les opposants. (source : WISE, 13 octobre 1995)

MANCHE : "DECOUVERTE" DES DECHETS ANGLAIS

Les médias - informés par qui ? - viennent de découvrir que les Britanniques avaient enfoui 150 000 tonnes de déchets dans la Manche au large de la Hague. Ce n'est pourtant pas un scoop. En effet, dans les années 70, Cousteau avait déjà protesté contre ces immersions. La fosse des Casquets est bien connue des empoisonneurs officiels : elle a servi à l'immersion d'armes et de résidus toxiques après la seconde guerre mondiale, puis à l'immersion de déchets nucléaires pendant de longues années, enfin, on y a "perdu" de nombreux

déchets industriels jusque dans les années 80, comme par exemple un conteneur de lindane perdu par le Périntis.

La Grande-Bretagne, la Belgique et la Suisse ont immergé des déchets radioactifs de faible et moyenne activité (durée 300 ans) dans les fosses profondes du Golfe de Gascogne jusqu'à ce que Greenpeace et les pêcheurs s'y opposent en 1983.

D'autres lieux ont été utilisés par la Grande-Bretagne au large des Açores et du Cap Vert jusqu'en 1989 et ce n'est qu'en 1993 qu'elle a accepté de renoncer définitivement à ces immersions.

Les écologistes demandent depuis longtemps que l'on repêche et stocke en surface ces déchets.

Tout cela est connu. Alors pourquoi cette affaire voit-elle le jour aujourd'hui ? Pour que l'on évite de parler des essais nucléaires ? ou de l'usine de traitement

BULGARIE : EDF IRRESPONSABLE

Le 6 octobre, EDF a annoncé son retrait de sa participation à l'entretien de Kozloduy, sous prétexte que la centrale est la plus dangereuse de l'Est.

Petit retour en arrière. Cette centrale qui peut produire 40 % de l'électricité bulgare (et non comme annoncé dans les médias français 40 % de l'énergie : 40 % de l'électricité, cela ne fait qu'environ 6 % de l'énergie) comprend quatre réacteurs de 440 MW et deux de 1000 MW. Les 4 réacteurs de 440 MW sont assez anciens et en 1992, l'AIEA, agence internationale de l'énergie atomique, recommande au gouvernement bulgare d'arrêter leur fonctionnement.

Ce dernier répond que ce n'est pas possible du jour au lendemain. L'Equipe Cousteau se penche alors sur la situation bulgare : la consommation d'énergie dans ce pays est, pour une utilisation donnée, le triple de celle de la France. La solution la plus simple serait alors d'améliorer l'efficacité énergétique, ce qui permettrait de se passer rapidement des réacteurs usagés. Une agence nationale pour l'efficacité éner-



gique voit le jour en octobre 1992...

C'est alors qu'arrivent les nucléocrates sous la forme de l'association mondiale des exploitants de l'énergie nucléaire (EDF et Siemens en tête) qui se rend compte que si cette solution se développe en Bulgarie,

l'ensemble des pays de l'Est pourrait suivre la même voie. Or les nucléocrates occidentaux espèrent toujours vendre des réacteurs à l'Est pour pouvoir maintenir en état leur propre industrie.

EDF propose de moderniser les réacteurs. Le comité

bulgare d'exploitation de l'énergie atomique, sentant le danger de ne plus servir à rien, saute sur l'occasion. EDF engage les travaux et le gouvernement bulgare, qui n'a pas assez de sous pour tout financer, met l'agence pour l'efficacité énergétique en veille. Après deux ans de travaux, EDF jette l'éponge : les réacteurs sont trop vétustes. Et la Bulgarie se retrouve sans rien : pas d'amélioration de l'efficacité énergétique et des réacteurs toujours aussi dangereux. Pour passer l'hiver, le gouvernement décide de remettre en route les réacteurs... au risque d'un accident.

Cela fait maintenant cinq ans que toutes les études sérieuses faites à l'Est montrent que la solution la plus rapide pour fermer les réacteurs vétustes est d'économiser l'énergie et parfois de construire des centrales au gaz. Outre le côté sécurité, c'est également la solution la moins coûteuse. Mais tous les efforts dans ce sens sont systématiquement torpillés par les nucléocrates, essentiellement français et allemands.

MARTINE BARRERE

Martine Barrère, journaliste scientifique, vient de mourir à l'âge de 54 ans. Docteur ès sciences, elle travaille d'abord au CEA, commissariat à l'énergie atomique, avant de s'engager dans le militantisme : les questions Nord-Sud, les immigrés, le féminisme... et finalement la critique du scientisme et du nucléaire. Quittant le CEA, elle devient journaliste à la Recherche où elle animera brillamment la réflexion sur la science. Son opposition de plus en plus farouche au nucléaire va provoquer son éviction de la revue. Elle se lance alors dans l'organisation de colloques, de forums... Elle conduira la délégation scientifique à Rio en 1992 où elle lancera un contre-appel de Heidelberg. Elle coordonnera de nombreux ouvrages comme "Terre, patrimoine commun". Elle était militante au sein de "Global Chance" et du "Forum plutonium". C'est un cancer qui a eu raison d'elle.

de la Hague située à côté et qui pollue régulièrement la mer ?

VIENNE : OCCUPATION AGITEE

Dans le précédent numéro, nous vous indiquions la décision de paysans du Sud de la Vienne d'occuper sans relâche les terres où l'ANDRA procède à des sondages pour s'opposer à l'enfouissement des déchets nucléaires. Sur le terrain, l'ambiance est plus tendue que le simple communiqué que nous avions reçu. L'occupation du terrain a commencé le 10 septembre. Des tours de garde sont organisés, relayés par les associations locales opposées à l'enfouissement des déchets. L'ANDRA saisit immédiatement le tribunal et un ordre d'expulsion est aussitôt pris. Le 17 septembre, une fête sur le terrain regroupe plusieurs centaines de personnes... mais le lundi 18 au matin, 120 CRS et gardes-mobiles arrivent et embarquent les occupants qui sont enfer-

més dans trois gendarmeries des environs. L'ANDRA déploie alors sur le terrain de nombreux vigiles, creuse des tranchées et installe des barbelés autour du site. Deux femmes maîtresses-chiens font des rondes. Le 19 septembre, une tentative pour envahir le terrain échoue. Le 20, un groupe d'agriculteurs occupe la Chambre d'Agriculture pour demander des explications à son président qui a accusé les manifestants d'être manipulés par les écologistes. Le 24 septembre, 51 tracteurs et plusieurs centaines de personnes manifestent dans les communes de Chapelle-Bâton et de Charroux avant de se rendre sur le site. Les vigiles sont débordés et la plateforme est de nouveau occupée. Mr Merceron, de l'ANDRA, accuse les manifestants d'avoir utilisé les enfants comme boucliers humains. Le 27 septembre, femmes et mères occupent les locaux de l'ANDRA pour lui demander de retirer ses propos.

Contact : Comité de coordination Vienne-Charente, rue des Ecoles, 86250 Charroux, tél : 49 87 47 40.

AGEN : HISTOIRE FOLLE D'UN MONSTRE

L'association "Vivre sans le danger nucléaire de Golfech" organise le mercredi 13 décembre à 20 h 30, à la maison des associations d'Agen, salle polyvalente, la projection du film "Superphénix, histoire folle d'un monstre" avec présentation des campagnes en cours. Contact : VSDNG, Maison des associations, 108 Bd de la Liberté, 47000 Agen.

SUPERPHENIX : AU RYTHME DES PANNES

Superphénix sera peut-être en marche quand vous lirez ces lignes, ou en panne... Va savoir. Redémarré le 22 août, en panne le 6 septembre, en route le 29 septembre, en panne le 23 octobre... Le réacteur a quand même réussi à être couplé au réseau pendant 20 jours à 30 % de sa puissance, ce qui représente 6 jours équivalent pleine puissance de plus et porte donc son total à 182 jours de fonctionnement sur 3700 jours !

ALPES DE HAUTE-PROVENCE : LES MEFAITS D'ISOTOPCHIM

L'installation de l'usine Isotopchim à Ganagobie, dans les Alpes de Haute-Provence, provoque une lutte administrative sans merci entre les associations locales et les autorités. Cette usine a pour fonction de marquer des molécules au carbone 14 pour des usages industriels variés. Ce marquage entraîne de fait l'apparition de multiples produits radioactifs. De plus l'entreprise ne semble pas se contenter du carbone puisque dans l'inventaire publié dans l'ANDRA en 1992, il est mentionné la présence de plus de 600 produits dont certains à base de soufre 35, de phosphore 32, de tritium...

En décembre 1994, plusieurs associations (FARE-Sud, Qualité de la vie en pays d'Oraison, UDVN-04) ont porté plainte avec constitution de partie civile pour stockage illégal de matières radioactives et rejets illégaux de gaz radioactifs.

Cette plainte va entraîner une étude de l'OPRI, l'office de protection contre les rayonnements ionisants (service remplaçant le SCPRI au sein du ministère de la santé) qui dans un rapport daté du 29 mars 1995 relève que les feuilles de chêne vert en bordure du parking de l'usine ont un taux de radioactivité en carbone 14 de 110 000 bq par kilo de produit frais... dont seulement 0,02 % peut s'expliquer par la radioactivité naturelle. Ce parking voisine un jardin d'enfants !

Les associations demandent alors au préfet qu'il mette en demeure l'industriel de respecter la loi. Celui-ci n'a en effet aucune autorisation de rejets ni de stockage, mais seulement d'utilisation du carbone 14. Comme le préfet ne réagit pas, FARE-Sud introduit un recours contre le préfet fin avril 1995. Le 9 mai, le préfet demande officiellement à Isotopchim de se mettre en conformité. Cette mise en demeure stipule que l'activité d'Isotopchim serait suspendue si la situation n'était pas régularisée dans les deux mois. Le 23 mai, le Comité départemental d'hygiène exige la mise en place d'un piégeage efficace du carbone 14 pour éviter les rejets radioactifs. Le directeur menace de s'expatrier en Russie ! Après négociations, le préfet prend la décision, le 7 juillet 1995 d'autoriser des rejets aériens de 40 millions de becquerels par jour ! Les associations attaquent ce décret en contestant que le Préfet ait le pouvoir d'émettre une telle autorisation... Contact : CRII-Rad Alpes du Sud, Chemin de Thuve, 04700 Oraison, tél : 92 79 82 05.

Cela a au moins le bon goût d'intéresser les journalistes :

- 3 mn au journal de France 2 le 23 octobre,
- 3 mn au journal télévisé le 25 octobre sur la RAI (Italie),
- une demi-heure le 31 octobre à la Télévision Suisse Romande sous le titre "Creys-Malville : un Tchernobyl à nos portes",
- une demi-heure sur Arte prévue le 27 novembre ou le 4 décembre à 19 h 30 sur Arte (France, Allemagne),
- une heure de débat le 24 novembre sur France 3 Rhône-Alpes Auvergne en collaboration avec la télévision suisse Romande...

Point commun de toutes ces émissions : les journalistes rivalisent de superlatifs pour assassiner Superphénix. On l'arrête ou on attend que ça pète sérieusement ?

POUR UN AVENIR VIABLE
RÉDUISONS NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE
parmi les moyens pour y parvenir :
le réfrigérateur danois

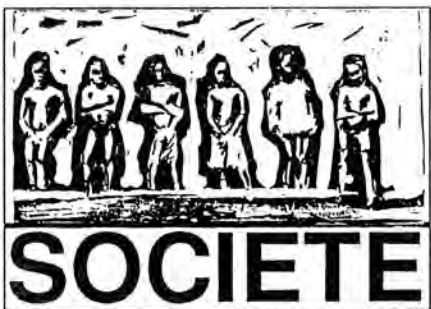
Gram L.E.R. 200

la plus faible consommation
électrique au monde

- 0,28 kW/h par 24 h (appareil ordinaire : 1 à 2 kWh / 24 h)
- Moins de 4 h de fonctionnement du moteur par 24 h (grande espérance de vie) (contre environ 12 h pour un appareil ordinaire)
- 200 litres et pas de freezer, le volume est entièrement disponible pour les aliments
- Sans C.F.C.

Prix : 4590 F livré en métropole.

Ets G. Nallet / Electroménager - Froid
Le Bois 86190 Béruges - Tél : 49 53 33 07



SIDA ET INTEGRISME

L'association Aides a organisé mi-octobre une rencontre entre groupes de soutien aux malades du Sida autour de la Méditerranée. Cette rencontre a permis de se rendre compte qu'aussi bien du côté Maghreb (islam), Israël (Judaïsme) ou Europe du Sud (catholicisme), la montée des intégrismes religieux constitue un obstacle de plus en plus gênant pour la prévention contre le Sida et pour la lutte contre l'isolement des malades. Pour les islamistes, "le Sida est une punition de Dieu et ceux qui luttent contre le Sida, luttent contre Dieu". En Israël, les malades hospitalisés subissent de nombreuses discriminations : toilettes séparées, repas servis à part... En Italie, l'association entre Vatican et Forza-Italia/Extrême-droite ralentit les efforts faits en matière de

contraception, la plupart des campagnes de prévention du ministère de la santé étant sabotées par les lobbies chrétiens. L'Espagne et la France s'en tirent plutôt bien. (source : Politis, 19 octobre 1995)

OSONS BOYCOTTER !

A la suite de l'émission "Osons", le MRAP, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a porté plainte pour racisme, mais a également écrit aux annonceurs pour leur demander de ne pas acheter de publicité pendant cette émission si elle se renouvelait. Lors de la deuxième émission, Fleury-Michon, Microsoft et Opel se sont retirés des annonceurs... tandis que "Bonjour" du groupe Nestlé répondait négativement. Les autres annonceurs n'ont pas répondu.



TERRORISME

CONTROLES D'IDENTITE AU FACIES

Entre le 25 juillet, attentat du métro St-Michel, et la mise en place du plan Vigipirate, le 5 septembre, à la suite de l'attentat à Villeurbanne, le ministère de l'Intérieur a indiqué avoir procédé à 800 000 contrôles d'identité. Entre le 6 septembre et le 20 octobre, les policiers et militaires déployés dans les rues ont procédé à plus de 2 millions de contrôles. Cela a surtout permis l'interpellation de personnes en situation irrégulière et plus de 10 000 personnes ont été reconduites aux frontières. Au 20 octobre, on en était à 18 000 uniformes déployés sur le terrain pour un coût d'un million de francs par jour.

Les contrôles se font "au faciès". Ce n'est pas la première fois : déjà pendant la vague d'attentats de 1986, puis pendant la guerre du Golfe en 1991, l'ennemi était clairement désigné. Ce qui est plus étonnant, c'est de lire aujourd'hui les commentaires d'une gauche qui se prétend anti-raciste. Dans Libération, Serge July présente ces contrôles comme "hélas indispensables", Jean Daniel dans le Nouvel Observateur appelle le peuple musulman de France à démontrer sa bonne volonté. Quant à Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, il dénonce bien les attentats, mais ne critique pas ce type de contrôles.

Pas plus le déploiement de forces que ces contrôles n'empêcheront une personne déterminée à faire sauter une bombe... Il serait peut-être plus simple pour le gouvernement de s'interroger sur les causes de cette vague d'attentats et d'essayer de les résoudre : pauvreté, chômage, fracture sociale, aide de la France au gouvernement algérien, ventes d'armes ici ou là...

ROLE DES MEDIAS

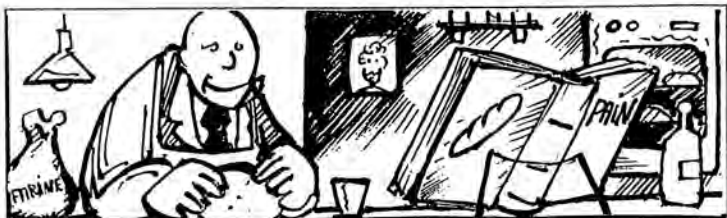
Le terrorisme comme l'arme atomique repose sur un principe : la dissuasion du faible au fort. Un gouvernement qui reprend ses essais nucléaires ne devrait donc pas s'étonner que d'autres choisissent la même condamnable méthode. Mais que serait l'explosion d'une bombe sans l'écho que cela provoque à travers les médias ? Les journalistes, toujours avides de sensationnel, sont les complices objectifs de ces actes. Prenons le cas de la place de l'Etoile : 14 blessés. Les médias y ont consacré de longues minutes d'antenne pendant plusieurs jours. Pendant ce temps, n'importe quel accident de la route faisait plus de morts sans que cela mérite plus qu'une brève. Le phénomène "vu à la télé" provoque aussi l'engouement des jeunes pour Greenpeace, l'impression de l'inexistence des écolos sur le terrain... alors que c'est précisément ceux qui travaillent loin des caméras qui font le travail le plus utile. Salvador Dalí définissait la télévision comme un outil de créatinisation. C'est en tout cas une formidable machine à manipuler l'opinion. La radio ne fait pas mieux. Reste la presse écrite : le lecteur à la choix de ne lire que les titres ou de se plonger dans un article... A quand une réflexion des journalistes sur ce qu'est l'information ?

PUBLICITE DANS LES CINEMAS

Régulièrement, l'association résistance à l'agression publicitaire mène des actions dans les cinémas pour protester contre la publicité qui précède les films, voire même qui se cache dans certains films (Clavier est un spécialiste du genre). Les actions consistent à se lever pendant la publicité avec des pancartes et à engager le débat avec les spectateurs sans jamais perturber le film lui-même. Une vingtaine de fois déjà, ce genre d'ac-

tions a provoqué la gêne des exploitants de la salle et même quelquefois l'apparition de la police. Pour changer un peu de style, l'action menée le 16 septembre dernier était au second degré : les manifestants se plaçant devant l'écran et essayant d'attraper sur celui-ci les produits vantés, chacun ayant dans le dos une pancarte "Je veux encore plus de pub", "j'aime la pub"... Les réactions dans les salles sont très diverses, mais les applaudissements ne sont pas exceptionnels.

Contact : RAP, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : (1) 46 03 59 92.



ALTERNATIVES

PETITES PHRASES

"Avec le bois tordu dont l'homme est fabriqué, on ne pourra jamais faire quelque chose de droit" Kant.

SOLIDARITE-EMPLOI A DIX ANS

L'association Solidarité-Emploi qui collecte des cotisations volontaires qui sont réinvesties sous forme de

prêts à des entreprises alternatives fêtera ses dix ans par la tenue d'un congrès national qui se tiendra le week-end des 1er et 2 décembre, au Centre international de séjour de Lyon, 46 rue du Commandant Pegoud, 69008 Lyon (anciennement Auberge de jeunesse).

Renseignements : Solidarité-Emploi, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 78 30 86 43.

UKRAINE : DU BLE POUR UN MOULIN

L'Ukraine, traditionnel grenier à blé de l'Union Soviétique, a aujourd'hui le plus grand mal à assurer son autosuffisance. La nationalisation de l'agriculture a entraîné une perte de savoir énorme de la part des agriculteurs. Aujourd'hui, dans la banlieue de Kiev, des fermiers se sont mis à leur compte en pratiquant l'agriculture biologique. Ils souhaitent développer un moulin à céréales pour pouvoir alimenter eux-mêmes les boulangeries de la ville. Ils disposent d'un hangar mais pas du moulin. Pour les aider, une association se charge de collecter les 35 000 F nécessaires au projet. Pour en savoir plus : Un moulin pour l'Ukraine, Association Citadins-ruraux, Gérard Puech, 38410 Uriage (source : Biodynamis, septembre 1995)

CHER : EPARGNE DE PROXIMITE, EPARGNE DE SOLIDARITE

L'association "C'est comme ça" organise du 1er au 8 décembre une semaine d'information sur ce thème avec au programme :

- Vendredi 1er décembre, à 18 h, Salle Germinal, à Bourges, rencontre avec le fonds de placement "Génération Banlieue"

- Mardi 5 décembre, à 20 h, au foyer rural du Châtelet, un débat sur le thème "pratiques alternatives et solidaires dans le cadre du développement rural"

- Mercredi 6 décembre, à 20 h, à Bourges, rencontre avec des représentants de la société financière la NEF et ses placements solidaires.

- Jeudi 7 décembre, de 15 h à 18 h puis à Bourges à 20 h à la FOL, rencontre avec B. Gomel de Solidarité-

Emploi qui présentera "les cagnottes-express".

- Vendredi 8 décembre, à Bourges, à 20 h, rencontre avec les clubs d'investissements CIGALE de la région. Programme complet : Pascal Suquet, FOL, tél : 48 24 34 93 ou "C'est comme ça" au 48 26 02 23.

PARIS : MICROCLIMAT SUR RADIO-LIBERTAIRE

L'émission Microclimat sur Radio-Libertaire (89.4 Mhz, le jeudi de 20h30 à 22 h) sera consacrée le 30 novembre à l'agression publicitaire, le 7 décembre au nucléaire, le 21 décembre à la politique africaine de la France (avec Agir Ici), le 28 décembre à la Fédération internationale de la Santé, le 4 janvier au nucléaire, le 11 janvier au vélo en ville.

ILE-DE-FRANCE : CITÉ PHARES

Trois associations se sont réunies pour essayer de concevoir un pôle d'hébergement des activités à rayonnement écologique et solidaire (PHARE). Ces trois associations sont Ebullition, qui s'occupe de jeunes et d'éducation populaire, Halage, qui s'occupe d'insertion économique par la protection de l'environnement, et Logements Partage et Pour Loger, qui s'occupe de l'aide aux sans-logis. Ils ont été rejoints dans leur projet par la Confédération Paysanne (2ème syndicat agricole français) qui est à la recherche de locaux en région parisienne.

Le projet consiste à réunir sur un site de la commune d'Ile-Saint-Denis, au nord de Paris, un ensemble d'associations, de syndicats, d'entreprises alternatives et solidaires pour constituer "un village insulaire".

L'opportunité qui se présente est un terrain de 1300 m2 abritant une usine vide (2 bâtiments) d'une surface locative de 1100 m2 et une cour arborée de 400 m2. Cet ensemble est vendu au prix de 2 millions de francs.

Il permettrait d'accueillir le siège de la Confédération Paysanne (18 salariés sur 500 m2), Ebullition qui y développerait un projet de restaurant associatif avec 4 emplois à la clé qui s'ajouteraient aux 2 emplois actuels. Halage (13 emplois) y installerait son siège. Enfin, une partie des locaux serait à la disposition de Logements Partage pour l'accueil des personnes sans abri et des personnes en difficulté sociale. D'autres associations pourront ensuite postuler pour bénéficier de l'usage des locaux.

Les associations ont donc décidé la création d'une SCI avec des parts de 5000 F pour réunir ce capital. (Ces parts peuvent être achetées à crédit par virement automatique à partir de 100 F par mois). Cette SCI serait propriétaire des lieux, emprunterait de l'argent pour réaliser les travaux nécessaires et se rembourserait ensuite en louant les locaux aux différents groupes (c'est le même principe que le local occupé actuellement par Silence avec d'autres associations).

Contacts :

Halage, 31 rue du Bocage, 93450 L'Ile-St-Denis, tél : (1) 48 13 04 31.

Ebullition, 16 ter rue Méchin, 93450 L'Ile-St-Denis, tél : (1) 42 43 94 41.

NEF

DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A LA BANQUE

La société coopérative "Nouvelle économie fraternelle" qui assure déjà des prêts selon des critères éthiques sérieux (utilités sociale, écologique...) et qui a lancé depuis peu des comptes épargne, poursuit son développement. Au cours de l'été, elle a atteint un capital social de 10 millions de francs et la Commission des Opérations de Bourse, la COB, vient de l'autoriser à lancer un appel public à l'épargne pour la transformation de la société en banque. Pour cela, elle doit passer son capital de 10 à 15 millions. Les parts sociales sont de 200 F seulement... et, principe intéressant, une personne = une voix, que vous apportiez ce minimum ou que vous apportiez des millions. Le stade des 15 millions doit être atteint avant août 1996. Alors si vous voulez participer à la création de la première banque alternative en France, vous pouvez demander un dossier explicatif à : la NEF, 46 rue de la Burge, 03160 Bourbon l'Archambault.



CONVENTION CONTRE LA DISCRIMINATION

La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes proposée par les Nations-Unies n'a toujours pas été signée par 90 pays des 185 Etats membres... dont les Etats-Unis.

EGALITE HOMMES-FEMMES

Définissant toute une série de critères, le PNUD, programme des Nations-Unis pour le développement, a réalisé un hit-parade des pays où l'égalité hommes-femmes est la plus réelle. Alors qu'en 1970, c'étaient les USA qui arrivaient en tête (avec un coefficient de 0,810), c'est aujourd'hui la Suède qui occupe la première place (0,919), devant la Finlande (0,918), la Norvège (0,911), le Danemark (0,904), les Etats-Unis (0,901), l'Australie (0,901), la France (0,898), le Japon (0,896), le Canada (0,891), l'Autriche (0,882)...

INTERNET SEXISTE

Le réseau Internet qui relie via le téléphone les ordinateurs entre eux est surtout utilisé par les hommes. Aux Etats-Unis, pays ayant le plus d'ordinateurs, on compte deux tiers d'utilisateurs masculins. Dans le reste du monde où l'usage de l'ordinateur est moins répandu, le nombre de femmes ne dépasse pas 20 %. Cette différence s'explique par le coût initial du branchement au réseau (ordinateur + logiciel + modem) qui en limite l'accès aux plus riches et l'inégalité de revenus entre hommes et femmes... Ceci peut être mis en parallèle avec la multiplication des services pornographiques sur Internet. (source : Courrier International, 12 octobre 1995)

FEMMES PARLEMENTAIRES

En vingt ans, le pourcentage de femmes parlementaires dans le monde n'a pratiquement pas changé : 6,8 % en 1975, 9,7 % en 1987, 8,8 % en 1993. Or selon des études, ce n'est qu'à partir d'une proportion de 30 % de femmes que l'on constate une influence notable des femmes dans la définition de la politique d'un pays. Ce cap des 30 % n'est actuellement atteint que dans 8 pays. (source : PNUD)

INDE : MARIÉES TUÉES

En 1994, en Inde, on a recensé 6200 femmes mariées tuées parce que leur dot n'avait pas été payée par leur famille au mari. (source : PNUD)

ALLEMAGNE : MARIAGES "MIXTES"

Lorsque une personne de l'ex-Allemagne de l'Ouest épouse une personne de l'ex-Allemagne de l'Est, il

s'agit à 99,2 % d'un homme de l'Ouest qui épouse une femme de l'Est. Les hommes de l'Est épousent de plus en plus des Polonaises, des Tchèques et des Russes, tandis que les femmes de l'Ouest ont tendance à rester plus longtemps célibataires. Les sociologues qui ont découvert ce phénomène s'interrogent sur ce phénomène. Il semble qu'une des causes soit que l'Allemande de l'Ouest apparaisse comme très "égalitaire", "indépendante" et donc jugée comme "dure" alors que la femme de l'Est bien que venant d'un pays où l'égalité des sexes était bien mieux respectée, serait perçue comme plus tendre. La réunification n'est pas encore pour demain. (source : Courrier International, 7 septembre 1995)

ROUMANIE : AVORTEMENT MAJORITAIRE

Selon les statistiques officielles, sur 100 femmes enceintes en Roumanie, 73 se font avorter. Cette "frénésie de l'avortement" s'explique d'une part par la loi libéralisant cette pratique depuis 1990, par le faible coût de l'opération (3000 lei soit 8 F) mais surtout par la peur de l'avenir et la crise qui perdure après la chute du régime de Ceausescu. Cela fait un million d'avortements par an. (source : Courrier International, 29 septembre 1995)

LES FEMMES AU SOMMET

Selon une étude réalisée sur des alpinistes grimpaient dans le massif de l'Everest, il apparaît qu'hommes et femmes réagissent fort différemment aux effets de l'altitude. Ainsi, plus on monte et plus les hommes perdent leur pouvoir de concentration et leurs capacités verbales. A 8000 m d'altitude, les réactions neurologiques sont diminuées de 50 %. Par contre, les femmes n'ont pas ce problème. Cela pourrait provenir de l'action de la progestérone qui aiderait à résister au manque d'oxygène. Celles qui se battent pour la parité dans les réunions n'ont plus qu'à les organiser en altitude ! (source : Courrier International, 12 octobre 1995)

SUD : PREMIER SYNDICAT PARITAIRE

Lors des élections des représentants des salariés au conseil d'administration de France-Télécom, le syndicat SUD (une dissidence de la CFDT) a présenté une liste paritaire alternant femmes et hommes avec une femme en tête de liste. Réalisant 26,7 % des voix, il est le principal bénéficiaire de cette élection (+5 %).



OBJECTEURS

- Le CEIPAL, centre d'études internationales paysannes et d'actions locales, 8 quai maréchal Joffre, 69002 Lyon, tél : 78 37 95 07, cherche un objecteur pour animation de groupe, suivi de projets de sensibilisation au développement, études de pratiques ou de systèmes agricoles durables. Profil souhaité : formation agricole, niveau BTS minimum, sensibilisation aux problé-

matiques de développement dans les pays en voie de développement.

- Le centre permanent pour l'initiation à l'environnement de Gartempe, MJC "La Voultzie", 86390 Lathus, tél : 49 91 71 54, cherche un objecteur pour encadrer des animations environnement et ferme pédagogique. Autonomie, capacité à concevoir de nouveaux produits, responsabilité d'un atelier. Profil : BEATEP, BTS protection de la

nature, diplôme d'écouterprète ou diplômes similaires.

- Les Amis de la Terre, 38 rue Meslay, 75003 Paris, tél : (1) 48 87 33 44 (Mme Courét) cherchent un objecteur pour fin 1995.

début 1996, formation en documentation, motivé par les questions d'environnement.

- Geysier, 30260 Carconne, tél : 66 77 13 11, fax : 66 77 12 06, cherche objecteur. Profil de poste : participation à la revue Aifer Agri, participation à la revue de presse, gestion de la documentation. Connaissances agricoles et en informatique souhaitées. Lieu de travail : Carconne (30 km de Nîmes et de Montpellier).

RENCONTRES

- Trouvez des amis ou un conjoint écologistes, adeptes de la vie saine ou végétariens, l'association Univerf propose des annonces dans toutes les régions. Renseignements contre enveloppe timbrée à : Univerf,



SANTÉ PUBLIQUE, SANTÉ PRIVÉE

Selon une étude publiée par le "Times", c'est, parmi les pays de l'OCDE, aux Etats-Unis que la prise en charge de la santé par l'Etat est la plus faible : le secteur public ne couvrant que 40 % des dépenses. Le Portugal arrive en deuxième (60 %), devant l'Autriche et la Suisse (65 %), la France se situe dans le milieu du peloton (72 %) alors que la meilleure couverture est assurée en Norvège (98 %) devant la Suède (88 %) et le Royaume-Uni (80 %).

UN SIÈCLE DE RAYONS X

C'est en novembre 1995 que le physicien Wilhelm Conrad Röntgen découvre l'existence des rayons X ("x" comme inconnus). Il réalise alors la première radiographie de sa main. Trois ans après, Pierre et Marie Curie découvriront la radioactivité.

Les rayons X ont très vite été utilisés dans le domaine médical comme méthode de diagnostic.

D'autres méthodes vont voir le jour : scanner, échographie... techniques qui font également appel aux ondes électromagnétiques.

Les dangers mis en évidence progressivement ont conduit à réduire sans cesse les temps d'exposition. Autre méthode contestable : pour rendre visible les parties molles, on a développé la technique des traceurs radioactifs : l'ingestion d'éléments à faible durée de vie permet de visualiser différentes affections (méthode de scintigraphie).

Un siècle après, on cerne mieux les effets médicaux de ces usages.

Les radiologues, malgré les protections en plomb développent des cancers.

Une équipe australienne a montré que les échographies trop fréquentes entraînent une diminution du poids des bébés.

La scintigraphie est interdite aux femmes enceintes... à

DEBOUT, ASSIS, COUCHE

Parmi un bon millier de postures prises par le corps humain, la possibilité de s'asseoir ne correspond pas à une position de repos: Le fait de s'asseoir est une innovation récente encore inconnue de certains peuples. Ainsi, l'anthropologue Gordon Hewes observait, il y a de cela une quarantaine d'années, que la position couchée ou la position debout étaient universelles, mais que la position de travail accroupie était beaucoup plus fréquente que la position assise.

Cette dernière, aujourd'hui généralisée, est à l'origine de nombreux problèmes de santé (le fameux mal au dos) et les fabricants de meubles essaient de trouver de nouvelles positions plus adaptées que le fameux "dos droit" mis en avant pendant des décennies. La situation s'est d'autant plus dégradée que si les hommes et les femmes ont grandi en moyenne de dix centimètres au cours des cinquante dernières années, la hauteur des tables a diminué, elle, de vingt centimètres.

Si vous voulez éviter les problèmes de dos, il faut, autant que faire se peut, bouger ! Cela signifie se lever fréquemment, travailler debout (ou couché) quand c'est possible, changer de position de travail souvent et en particulier essayer que les articulations cuisse-dos forment un angle ouvert, tout comme la position bras et avant-bras. Il faut s'asseoir le plus haut possible et ensuite régler la hauteur de la table en fonction de ce positionnement (et non régler la chaise en fonction de la table). (source partielle : Courrier International, 12 octobre 1995)

cause des risques liés aux faibles doses.

Les problèmes éventuels liés aux scanners développés depuis le début des années 80 sont encore à découvrir.

Bref, les découvertes tech-

nologiques se développent plus vite que les études sur leurs inconvénients. Mais nul doute que grâce à tous ces appareils, on pourra mieux diagnostiquer la maladie qu'ils vous auront donnée !

27 rue du Commerce, 79160 Coulonges sur l'Autize.

• Vous cherchez à agir concrètement dans les domaines de la pollution, du gaspillage, des économies de ressources, à lutter contre les nuisances, la bagnole, le nucléaire, la publicité, la télévision... Vous habitez en région parisienne. Alors prenez contact avec nous : La Coop, BP 6, appt 323 rue Salvador Allende, 93200 Saint-Denis.

ECHANGE

• Offre la location d'un appartement de deux pièces meublées, cuisine, salle de bains + mini-jardin dans hameau savoyard à 15 km d'Annecy contre entretien jardin et maison 8 heures par semaine. Téléphoner : 50 77 53 47.

A VENDRE

• Vends maison de village, vallée de l'Estéron (Alpes Mariti-

mes), vue magnifique. Trois niveaux : grande salle de séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, garage deux places, deux appartements, plus 2 granges attenantes à aménager (toitures neuves), chauffage central (bois et mazout), double vitrage, prix : 650 000 F. tél : 93 05 84 47.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au Journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence.

Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.





NORD-SUD

CAMEROUN : LA POLICE AU SECOURS DE LA PRESSE

Le régime du président Biya n'aime pas trop la presse d'opposition et régulièrement des éditions sont saisies... mais c'est compter sans le désarroi des forces de police qui n'ont rien trouvé de mieux pour gagner leur vie que de vendre les exemplaires saisis ! (source : Billets d'Afrique, septembre 95)

RWANDA : MAINTENIR L'OUVERTURE

La démission de l'ancien premier ministre que nous signalons dans le précédent numéro a entraîné une crainte de raidissement du nouveau régime. Faustin Twagiramungu a toutefois

été remplacé par Pierre-Célestin Rwigema, un Hutu du même parti MDR. La situation reste extrêmement difficile dans un pays relativement isolé sur le plan international et n'ayant guère de moyens d'avancer dans un processus de réconciliation nationale. (source : Billet d'Afrique, octobre 1995)

UN TABAC UTILE

Le tabac n'est pas seulement toxique pour les humains, il l'est aussi pour les pucerons et autres insectes destructeurs des cultures. Les maraîchers de la région de Ouagadougou au Burkina ont également observé que les piments ont des effets répulsifs. En mélangeant du tabac et des piments broyés dans du

savon, ils ont mis au point un insecticide naturel d'une redoutable efficacité.

De la même manière, ils ont observé que les fourmis mangent les termites, termites qui mangent les jeunes pousses d'arbres. Pour protéger les arbres, ils entèrent au pied de ceux-ci des déchets de viande qui attirent immanquablement les fourmis qui ensuite font barrage aux termites. (source : "Nouvelle Planète, septembre 1995)

TOULOUSE : VILLES-CAMPAGNES, LES NOUVEAUX PARTENARIATS AU NORD ET AU SUD

Le centre d'information pour un développement solidaire, CIDES, de Toulouse, organise le vendredi 8 décembre, une journée-rencontres sur ce thème avec trois tables-rondes : à 9h30, les alternatives du monde rural, à 13h30, des villes à vivre, à 17 h, vers de nouveaux partenariats et à 21 h, un débat public. De nombreuses associations de solidarité internationale seront présentes. Programme complet : CIDES, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse, tél : 61 25 02 32.

NIGERIA : CONDAMNATION A MORT DE NEUF Ogonis

Un tribunal d'exception de Port-Harcourt a condamné, le 31 octobre 1995, l'écrivain Ken Saro-Wiwa (54 ans) et trois membres de la peuplade Ogoni à la peine capitale par pendaison. La veille, cinq autres militants avaient subi une sentence identique.

Depuis 1990, 500 000 Ogonis, qui vivent dans le delta du Niger, luttent contre la destruction de leur cadre de vie par la compagnie pétrolière Shell. Celle-ci exploite de 1958 à 1993 sans vergogne le sous-sol de leur territoire. Ken Saro-Wiwa fut arrêté en mai 1994 avec trente compagnons pour le meurtre de quatre indigènes. Ce meurtre a vraisemblablement été commis, selon Amnesty International et le Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (Mosop), par les militaires.

La procédure d'appel n'existant pas au Nigéria, seul le général et dictateur Sani Abacha peut éventuellement annuler le jugement.

Nouveau boycott de Shell

Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986, prône depuis longtemps un boycott économique de son pays. Jacob von Ueskull, président de la fondation *Right Livelihood Award* qui décerna en octobre 1994 le prix Nobel alternatif à Ken Saro-Wiwa, a lancé le 2 novembre 1995 à Stockholm, un appel au boycott de Shell, une idée émise dès le 15 octobre dernier, à la foire du livre de Francfort, par le député des Grünen, Edith Muller. Greenpeace a rendu le trust néerlandais-britannique responsable des condamnations à mort prononcées récemment.

Shell a extrait de l'or noir pour 30 milliards de dollars au Nigéria. Elf (France), Mobil (USA) et la société helvétique Glencore se taillent la part du lion sur les 2 millions de barils de brut que le Nigéria exporte quotidiennement.

Einaka Anyaoko, secrétaire général du Commonwealth, a annoncé une possible exclusion du Nigéria, lors du sommet d'Auckland (Nouvelle-Zélande) qui s'est tenu du 1er au 6 novembre.

La liberté pour les victimes d'une justice ignoble semble le moins que l'on puisse demander en écrivant à :

- Ambassade du Nigéria, 173 avenue Victor Hugo, 75016 Paris, tél : (1) 47 04 68 65.
- Shell France, 54 rue Sadi Carnot, 92800 La Défense, tél : (1) 47 17 02 55.

René Hamm

LIBERE TES FRINGUES

Une campagne internationale pour dénoncer les conditions de fabrication des vêtements dans les pays du Sud a été enclenchée en Europe cette année alors qu'elle est en route depuis plusieurs années aux Etats-Unis. Cette campagne a déjà provoqué des réactions de certains fabricants. Ainsi la marque de pantalons Levi's s'est vue accusée en 1992 de vendre des jeans fabriqués par des travailleurs immigrés chinois dans des conditions s'apparentant à l'esclavage. Face à cette accusation, la firme a établi un code de conduite et a annoncé dans une campagne médiatique son souci de respecter les droits de l'homme, les droits sociaux et l'environnement. Si ce code est respecté c'est pour le moment le plus gros effort volontaire qu'une entreprise transnationale ait accepté de faire. Levi's a alors annoncé avoir fait une enquête auprès de 600 fournisseurs asiatiques. Cette enquête a abouti à cesser toute relation avec 5 % d'entre eux et à l'amélioration des conditions de travail dans 25 % des unités de production. En mai 1993, pour protester contre les violations des droits de l'homme, Levi's annonce son retrait de Chine. Une autre campagne de Levi's raconte comment l'entreprise a voulu cesser sa collaboration avec deux entreprises du Bangladesh qui employaient des enfants de moins de 14 ans... mais ces firmes ayant affirmé que c'était un mieux pour les enfants et leurs parents, la firme a finalement mis au point un programme de scolarité en complément de l'entreprise qu'elle finance elle-même... L'histoire ne dit pas pourquoi ce ne sont pas les parents qui ont été employés !

Contacts :

- Fédération Artisans du Monde, 4 rue Franklin, 93200 Saint-Denis, tél : (1) 42 43 16 57.
 - Magasins du Monde, rue E Michiels 7a, B 1180 Bruxelles, tél : 02 332 01 10.
- (source : Echos du COTA, 3ème trimestre 1995)



PETITES PHRASES

"Les Ecologistes ? Ces gens-là n'ont aucune idée, aucun projet. Ils sont d'une ignorance crasse, ce sont les ennemis du progrès. Le nucléaire ? Mais rien n'est plus sûr" de François Mitterrand selon Verbatim III de Jacques Attali.

RESULTATS DEMOCRATIQUES

Saddam Hussein (Irak)	99,9 %
Lionel Jospin (France)	94,2 %
Alain Juppé (France)	92,6 %
Henri Konan Bédié (Côte d'Ivoire)	96,5 %

ALGERIE : UNE MAISON DES ASSOCIATIONS

Afin de favoriser le dialogue entre les différentes composantes de la population algérienne, plusieurs associations des Droits de l'Homme et de Solidarité Internationale se sont mobilisées pour aider à ouvrir une Maison des associations à Alger. Cette maison proposera : un centre technique au service des associations avec bureaux communs, ateliers d'imprimerie..., un centre de stages avec des salles de réunion et une structure d'accueil et d'hébergement, une structure

PARAGUAY : EXACTIONS DE LA "POLICE ECOLOGIQUE"

Pour se protéger des "paysans sans terre", les grands propriétaires terriens du Paraguay ont mis en place avec la bénédiction du gouvernement une "police écologique et rurale" chargée de protéger les grands espaces "naturels" des riches contre les squatts des plus pauvres. Au nom de l'écologie, cette police s'est fait une certaine réputation qui n'est pas sans rappeler celle des escadrons de la mort. Le 31 août dernier, 600 familles de "campesinos" (paysans sans terre) avaient décidé d'occuper une propriété de Santa Barbara, dans le département de San Pedro. Le 7 septembre, plus de 1000 personnes ont manifesté leur soutien. C'est alors que la police écologique et rurale est violemment intervenue. La manifestation a dégénéré : grenades lacrymogènes puis coups de feu contre cailloux. 17 manifestants ont été blessés. Un est mort : Pedro Giménez. Un avocat de la capitale, Alberto Alderete, a accepté de prendre la défense des paysans et a porté plainte contre les violences de la police. Depuis, il est harcelé par téléphone et les menaces de mort se multiplient. Amnesty International a donc lancé préventivement, une action de lettres urgentes adressées au Président Wasmosy pour lui demander de respecter les droits de l'homme dans le cadre des nombreux conflits agraires qui agitent le pays. On peut écrire pour demander une enquête sur la mort de Pedro Giménez, pour demander la protection de l'avocat Alberto Alderete, et s'interroger sur cette drôle de vision de l'écologie en adressant un courrier à : Sr Exmo Juan Carlos Wasmosy, Palacia de Lopez, Asuncion, Paraguay ou à l'Ambassade du Paraguay, 27 Bd des Italiens, 75002 Paris. Pour connaître les résultats : Amnesty International, 4 rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris cédex 11. Tél : (1) 49 23 11 11.

ALLEMAGNE : JEUNES FEMMES ECOLOGISTES

La revue "Natur" a publié une enquête sur le vote écologiste en Allemagne au cours des dernières élections nationales. Il ressort de cette enquête que ce sont les jeunes, les femmes, et l'Ouest qui votent pour les Grünen. Ce qui donne le record suivant : 24 % des Allemandes de l'Ouest de 18 à 24 ans ont voté écolo ! L'étude aboutit au tableau suivant :

Ages	18-24	25-34	35-49	50-64	65 et +
Ouest					
Femmes	24	19	15	4	1
Hommes	18	13	9	2	1
Est					
Femmes	7	7	5	2	1
Hommes	8	6	4	2	1

de formation et d'animation. Pour en savoir plus : Terre des Hommes, 4 rue Franklin, 93200 Saint-Denis, tél : (1) 48 09 09 76.

BERLIN : SUCCES DES ECOLOGISTES ET DES COMMUNISTES

Les discordes qui agitent les socialistes allemands ont profité aux écologistes et aux communistes. Aux élections régionales de Berlin, le 22 octobre, alors que le SPD atteignait son plus bas score (23,7%), les écologistes (14,6 %) et les communistes (13,2 % globalement, mais 35 % dans les anciens quartiers de l'Est) enregistrent leur meilleur score. Le parti libéral disparaît. Le gouvernement régional sera, comme avant, une coalition chrétiens-démocrates/socialistes.

SUISSE : BAISSÉ DES ECOLOGISTES

Lors des législatives du 22 octobre, les écologistes suisses ont subi un revers important : ils n'auront plus que 6 députés contre 14 auparavant. Ce sont les socialistes qui ont progressé le plus, dépassant pour la première fois le quart de l'assemblée.

LYON : LE PRIX D'UNE TIGRESSE

Hasard de l'actualité, mais le jour même où Khaled Kalkal se faisait flinguer en direct devant les caméras de M6, une tigresse s'échappait du zoo du parc de la Tête d'Or de Lyon, à quelques kilomètres de dis-

tance. La tigresse a été neutralisée par une seringue contenant un soporifique et tiré d'un fusil par un vétérinaire. Aujourd'hui, la tigresse se porte bien. Khaled Kalkal est mort. La tigresse loge dans les quartiers chics de Lyon... ça donne quelques avantages.

LYON : DEBATS LIBERTAIRES

La librairie la Gryffe organise régulièrement des débats. Au programme :

- samedi 2 décembre à 15 h, rencontre avec la cinéaste Hélène Chatelain qui prépare un film sur la révolution libertaire en Ukraine au début du siècle.
 - samedi 16 décembre à 15 h, débat sur l'identité nationale et l'émancipation, les contradictions entre le besoin d'identité, les racines, les aspirations communautaires et d'autre part l'émancipation telle que la conçoivent les libertaires.
 - mercredi 20 décembre à 20 h, projection du film "Moruroa, le grand secret" de Michel Daéron.
- Programme complet : La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél : 78 61 02 25.

L'index des numéros de silence parus en 1995 est disponible contre 4 timbres à 2,80 F
(également disponibles, au même prix : 1991 à 1994)



PETITES PHRASES

"D'aucuns racontent que les déchets des explosions se trouvent vitrifiés dans leurs cavernes. Mais plongé dans l'eau, un verre radioactif n'est pas plus éternel qu'un morceau de sucre. Pourquoi ? Parce que cette vitrification spontanée n'a

pas été optimisée comme c'est le cas à La Hague ou à Marcoule pour le conditionnement de certains déchets des centrales. De plus, le cocktail de radioéléments est différent, avec une proportion sans doute cent fois plus élevée en émetteurs alpha (essentiellement du plutonium non fissionné). Soumis aux rayonnements, le verre va progressivement se dévitrifier en une espèce de sable où les eaux d'infiltration percoleront" Yves Lenoir, ancien membre du groupe interministériel d'évaluation des options et techniques pour les déchets nucléaires, interview donnée à Haute-Savoie Nature n°65, septembre 1995.

JOSEPH ROTBLAT : PRIX NOBEL DE LA PAIX

En 1944, le physicien Joseph Rotblat fait partie de l'équipe de scientifiques qui travaille aux USA sur le projet Manhattan. Il avait accepté de participer à cette recherche pour la bombe atomique pour éviter que l'Allemagne hitlérienne n'y arrive en premier. En 1944, il apprend, comme ses collègues, que l'Allemagne n'a plus les moyens de mener ses recherches à bien. Il décide alors de stopper son travail sur la bombe américaine et se lance dans la lutte pour l'interdiction des bombes nucléaires. En 1945, il protestera contre l'utilisation de la bombe sur Hiroshima. En 1955, il signe, avec

11 autres savants atomistes, le manifeste du philosophe britannique Bertrand Russell et du physicien Albert Einstein qui allait aboutir, deux ans plus tard, au lancement du mouvement Pugwash, du nom du village canadien où s'est tenue sa première réunion. Ce mouvement s'est fixé comme but de faire prendre conscience aux scientifiques qu'ils portent la responsabilité de leurs découvertes. Elle a joué un rôle clé dans la rédaction de nombreux traités internationaux, dont la mise en place du Traité de non prolifération nucléaire (TNP, 1968). Joseph Rotblat, qui a aujourd'hui 86 ans, est le seul scientifique encore vivant à l'origine du mouvement.

La remise du Prix Nobel de la paix a été accompagnée cette année d'une déclaration du jury espérant que le prix 1995 "encouragera les dirigeants du monde entier à intensifier leurs efforts pour se débarrasser des armes nucléaires".

CAMPAGNE PRIX NOBEL POUR LE KOSOVO

Le Kosovo est l'une des régions au sud de l'ex-Yougoslavie. Il est peuplé de 2 millions d'habitants dont 90 % d'Albanais. En 1990, la république se proclame indépendante pour protester contre les désirs des Serbes de conserver le contrôle sur toute l'ex-Yougoslavie. Le 24 mai 1992, des élections présidentielles et législatives sont organisées par les Kosovars mais le résultat

n'est pas admis par Belgrade. Depuis, on a donc un gouvernement légitimement élu mais clandestin face à un gouvernement nommé par les Serbes. Le gouvernement clandestin, avec à sa tête Ibrahim Rugova, va alors organiser une résistance non-violente en mettant en place un système d'éducation parallèle. Les "écoles d'appartements" se comptent par dizaines et des diplômés

sont délivrés ainsi. Ce gouvernement est financé par un impôt volontaire et est très populaire dans la population.

Les défaites Serbes en Bosnie ayant amené des dizaines de milliers de réfugiés sur les routes, les autorités de Belgrade ont eu l'idée depuis cet été d'envoyer les réfugiés s'installer au Kosovo. Cette "serbisation" forcée crée des tensions importantes qui viennent s'ajouter aux licenciements des Albanais de l'administration pro-serbe. Les Kosovars risquent donc de faire les frais des défaites bosniaques.

Le Comité Kosovo, le Mouvement pour une Alternative Non-violente et la revue Non-Violence Actualité ont décidé de lancer une campagne pour l'attribution du prix Nobel de la paix 1996 à Ibrahim Rugova, le président des Albanais du Kosovo. Une pétition est diffusée et elle sera envoyée au comité Nobel à Oslo avant le 1er février prochain, date de clôture des candidatures. Non-Violence Actualité, dans son numéro d'octobre, publie un entretien avec Ibrahim Rugova. Pétition et interview sont à demander à : Non-Violence Actualité, BP 241, 45202 Montargis cedex, tél : 38 93 67 22.

ISRAËL : VANUNU UN PEU MOINS ISOLE

Mordechai Vanunu, emprisonné depuis 1986 pour avoir révélé l'existence de la bombe atomique en Israël (voir n°195), a été sorti de sa cellule pour la première fois depuis 9 ans, le 11 juillet dernier. Conduit devant un tribunal, il a pu être photographié par des journalistes, visage très émacié. La Cour qui siègeait à huis clos a accordé à Vanunu l'autorisation de faire un appel téléphonique par mois et d'avoir un ordinateur dans sa cellule. Le 6 août dernier, son comité de soutien a manifesté devant la commission israélienne pour l'énergie atomique qui gère également les armes nucléaires. Contact : Vanunu C'tee, POB 7323, Jérusalem 91072, Israël. (source : The Other Israël, septembre 1995)

RADIO-LIBRE CONTRE MARCHANDS D'ARMES

Radio-Zones, radio associative genevoise, émettant depuis le territoire français, avait reçu, en 1988, par la poste, des enregistrements de conversations télépho-



LE PARLEMENT PROTESTE

Les députés européens ont accusé la France de violer le traité Euratom concernant les risques de prolifération nucléaire. Le Président de la Commission, Jacques Santer a demandé à la France de fournir différents renseignements concernant la série d'essais en cours. L'accusation porte sur le fait que le deuxième essai réalisé le 2 octobre aurait pour but la mise au point d'un nouveau type de bombe. Une réunion extraordinaire de la Commission s'est tenue le 23 octobre sur ce sujet. Chirac avait proposé que le "parapluie" nucléaire français s'étende à l'Europe, mais manifestement sans que les autres pays aient accès aux documents de nos militaires. La Commission a finalement décidé de classer sa demande sans suite, estimant que les documents fournis par la

France ne permettent pas de mettre en évidence une violation du traité d'Euratom : depuis quand les coupables donnent-ils les preuves de leurs crimes ? Les députés européens pourraient maintenant demander la mise en place d'une commission indépendante.

TAHITI : AMNESTY INTERNATIONAL S'INQUIETE

Dans un communiqué daté du 20 septembre, Amnesty International s'inquiète du traitement réservé aux personnes arrêtées à la suite des manifestations qui ont suivi le premier essai nucléaire, le 6 septembre dernier. Amnesty International dénonce la violence de la gendarmerie qui est entrée en force le 9 septembre dans les locaux de A Tia I Mua, syndicat indépendantiste affilié à la CFDT. Parmi les per-

sonnes présentes, Hiro Tefaarere a reçu des coups de pied et des coups de poing. Henri Temaitahio, délégué aux postes, a été frappé de coups de matraque et a perdu connaissance. Cyril Lagayic, secrétaire général de la confédération des syndicats indépendants de Polynésie, a été lui aussi arrêté. Ils ont été menottés dans le dos et couchés sur le sol avant d'être emmenés à la gendarmerie. Dans la cour de celle-ci, ils ont dû rester à genoux, la tête contre le sol, les poignets menottés dans le dos pendant 45 minutes.

Plusieurs des personnes interpellées ont été relâchées rapidement. Mais Henri Temaitahio s'est effondré dès sa sortie de la gendarmerie. Hospitalisé d'urgence le 11 septembre, il souffre d'une paralysie progressive du côté gauche. Amnesty International a contacté les autorités locales et le gouvernement

français pour qu'une enquête soit ouverte à la suite de ces violences.

LETRES AUX AMBASSADES

Le comité Stop-Essais de Basse-Ardèche a lancé une campagne de lettres en direction des ambassades de Nouvelle-Zélande, d'Australie et du Japon pour leur demander de soutenir le peuple français opposé aux essais en intensifiant leur démarche pour obtenir un isolement diplomatique de la France. Vous pouvez écrire dans ce sens : Ambassade de Nouvelle-Zélande, 7 ter, rue Léonard de Vinci, 75116 Paris ; Ambassade d'Australie, 4 rue Jean Rey, 75015 Paris ; Ambassade du Japon, 7 avenue Hoche, 75008 Paris.

Contact : Le comité Stop-Essais de Basse-Ardèche, BP 30, 07140 Les Vans

LANDES : MANIFESTATION AU CESTA

Le 7 septembre dernier, une manifestation parmi bien d'autres avait eu un caractère particulier : les Verts des Landes sont venus à l'aube pour s'enchaîner aux portes du CESTA, le centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine, situé sur la commune du Barp où devraient prochainement se faire les "simulations". L'enchaînement a provoqué la mise en place de mesures de sécurité importantes... bloquant à l'extérieur les 800 salariés qui arrivaient à leur travail.

Si le gouvernement n'arrête pas de nous affirmer que la demi-douzaine d'essais nucléaires prévus à Moruroa seront les derniers et qu'à partir de l'année prochaine, les essais seront simulés "en laboratoire", "sur ordinateurs", il s'agit d'une énorme désinformation.

La revue "Science et Vie" dans son numéro d'août 95 a publié le plan du "futur simulateur" : il s'agit d'un énorme complexe de production de faisceaux laser, ceux-ci, au nombre de 240, convergent sur une capsule dans laquelle sera atteinte la température de la fusion nucléaire (100 millions de degrés). Cette machinerie aura la taille d'un réacteur nucléaire et de ses bâtiments annexes. Le lieu d'implantation de ce simulateur - que Science et Vie ne précise pas - sera le CESTA qui dépend de la DAM, division des applications militaires, un service du CEA, Commissariat à l'énergie atomique.

D'après les données techniques fournies par Science et Vie, le simulateur projeté a des analogies avec les machines à fusion au laser de type "Phébus" ou "Nova".

La fusion nucléaire est l'utopie électronucléaire de l'an 2000 : on espère remplacer les réac-

teurs nucléaires à fission actuels (un noyau est cassé en plusieurs noyaux) par des réacteurs à fusion (plusieurs noyaux sont percuteurs pour donner un seul noyau) "qui reproduiront l'énergie du soleil". Le principe est de

Supra" du centre de Cadarache. Jusqu'à maintenant sans succès. Les éléments utilisés pour la fusion nucléaire sont l'hydrogène, le deutérium et le tritium. Leur fusion donne de l'hélium et des neutrons.



faire fusionner deux éléments atomiques légers grâce à l'obtention d'une température de plusieurs dizaines de millions de degrés. Depuis la fin de la guerre, différentes techniques ont été expérimentées comme le "Tokamak" du centre de Fontenay-aux-Roses et le "Tore-

Le physicien Raymond Séné a fait l'analyse critique d'une telle technologie dans "La Gazette nucléaire" (n°119-120), publication du GSIEN, groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire. La domestication de la fusion comme énergie électronucléaire reste

des plus aléatoires. En outre, quoi qu'en disent ses promoteurs, ce ne serait pas une énergie "propre". La fusion libère du tritium (radioactif) et le bombardement neutronique génère d'autres radioéléments : les premières expériences ont provoqué une contamination rapide des machines utilisées.

Une machine à fusion est donc aussi polluante et dangereuse qu'un réacteur nucléaire à fission. On construirait ainsi, dans le Sud-Ouest, une nouvelle installation nucléaire qui ne serait pas sans dangers : les Aquitains seront-ils les futurs Polynésiens ?

Le simulateur du CESTA pourrait ainsi avoir plusieurs objectifs : étude des "explosions" nucléaires et poursuite de l'expérimentation de réacteurs à fusion au laser.

La critique peut se placer sur le plan économique : alors que la campagne en cours à Moruroa est estimée au moins à 4 milliards de francs, une même campagne par simulation est estimée à 15 milliards de francs. Un "tir" laser nécessite une puissance électrique de 30 mégawatts, soit la consommation d'une petite ville. Pour alimenter le centre, il faudra donc construire une nouvelle ligne à très haute tension... Comme par hasard, une telle ligne est déjà programmée par EDF entre la centrale du Blayais (près de Bordeaux), la centrale de Golfech (près de Valence d'Agen) et le CESTA. Ainsi le nucléaire soi-disant civil servirait à alimenter le nucléaire militaire tout comme c'est déjà le cas pour Superphénix, les accélérateurs de particules, les installations de la force de frappe... Le lobby nucléaire sait ce que l'autoconsommation veut dire. (Correspondance Henry Chevallier)

DEMANDONS AUX PREMIERS INTERESSES
SI LES ESSAIS SONT DANGEREUX

IMPOSSIBLE! ILS SONT TOUS MORTS



MORUROA : DES MILLIERS DE CADAVRES

"Un essai atomique sous le lagon est comme une super-pêche à la dynamite. L'onde de choc des kilotonnes de l'explosion traverse l'eau avec une telle violence qu'elle soulève même l'eau en surface, qui projette alors une image miroir du fond du lagon. Toute vie, poissons, tortues, requins ou rales manta est tuée par cette onde de choc. Le grand spectacle d'un essai souterrain est d'observer plus tard les meutes de requins venir du large se nourrir de milliers de cadavres". Alex du Prel, Tahiti Pacifique, septembre 1995.

CONTAMINATION DE L'ATOLL

Nos journalistes bêtards, qui répètent jour après jour les communiqués du SIRPA, service d'information des armées, auraient pu se pencher sur un intéressant article paru en mars 1990 dans le "Bulletin of Atomic Scientists". Ce journal reproduit en effet une carte fournie par l'armée française datant de 1980. Sur la carte, on peut y lire que le nord de l'atoll de Moruroa est classé comme "très contaminé". Egalement représenté sur la carte une faille de 3,5 m de large qui court sur 4500 mètres de long. Il aura fallu attendre le lendemain du 2ème essai, début octobre, pour que Le Monde, ose publier cette carte.

LA COLERE DES VILLES JUMEEES

La plupart des communes françaises sont jumelées avec des communes à l'étranger. Ces dernières ont lancé un mouvement de protestation demandant à leurs homologues françaises d'utiliser tous les moyens pour empêcher la reprise des essais.

LES ELUS FRANÇAIS PROTESTENT

La région Limousin a officiellement protesté contre la reprise des essais, tout comme le département de la Dordogne. De nombreuses communes ont également émis des vœux contre la décision de Chirac : Arcueil (94), Ars (23), Banize (23), Bourg-en-Bresse (01), Caumont-sur-Durance (84), Chantepie (35), Chavanat (23), Cléon (76), Créteil (94), Evreux (27), Evry (91), Figeac (46), Fransèches (23), Guéret (23), Hiron (02), Langon (41), Lannion (22), Lié-

vin (62), Lille (59), Limoges (87), Lisieux (14), Lyon 1er (69), Montvilliers (76), Neufchâtel-en-Bray (76), Paris 3ème (75), Paris 20ème (75), Plougastel-Daoulas (29), Quimper (29), Ramonville-Saint-Agne (31), Roanne (42), Romainville (93), Rouen (76), Saint-Agathon (22), Saint-Astier (24), Saint-Christophe (23), Saint-Laurent (23), Saint-Michel-de-Vieux (23), Saint-Victorien (87), Septemme-les-Val-lons (13), Sous-Parsat (23).

ITALIE : MORUROA AU CINEMA

Le festival du film de Venise qui s'est tenu fin août, début septembre, a marqué son opposition à la reprise des essais français en projetant en "événement spécial", le film de Michel Daéron "Moruroa, le grand secret". Le documentaire, qui donne largement la parole aux Tahitiens et montre la réalité des essais nucléaires, n'a pour le moment été projeté que sur

Arte. Même le Monde, pas spécialement antinucléaire, conclut son article (3 et 4/09) sur le festival de Venise en remarquant que ce film mériterait de passer sur une chaîne de télévision française. Osons, osons...

L'AMBIGÜITE SOCIALISTE

Une nouvelle fois, le Parti Socialiste adopte une position "entre deux chaises" : alors que son mouvement de jeunes a adhéré au collectif ACDC qui réunit actuellement plus de 145 organisations contre le nucléaire militaire, le PS en tant que tel n'y figure pas car il se prononce contre les essais, mais pour la dissuasion. Comment plaire à son électorat sans s'opposer aux militaires qui vous autorisent ou non à "prendre" le pouvoir...

CES "ECOLOGES" NON PACIFISTES

Alors que le sondage réalisé par Greenpeace (voir résultats dans le N°195) indique dans le détail que l'électorat écolo est quasi-unanime contre la reprise des essais (1 % de favorable !), il n'en est pas de même pour ceux qui prétendent les représenter. Si l'on épluche la liste des organisations qui appelaient à la manifestation du 30 septembre, on y note, côté politique, la présence des Verts, de l'AREV, de Convergence Ecologie Solidarité, du MEI, mais l'absence de Génération Ecologie, de PERLES, de la Confédération écologiste... On note, du côté associatif, la présence de Greenpeace, Robin des Bois, Amis de la Terre, Jour de la Terre, Ecoropa, France-Nature-Environnement, SOS-Environnement, mais l'absence du WWF-France.

CORREZE : ESSAI ANTINUCLEAIRE RATE

Les opposants aux essais nucléaires avaient appelé à se retrouver devant le Château du roi Chirac pour réaliser un essai antinucléaire, le 1er octobre dernier. Plusieurs centaines de manifestants venant de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne ont essayé de manifester, mais d'importants troupes de gardes-mobiles brouillaient dans les champs autour de la propriété. L'essai antinucléaire qui devait consister en un feu de paille n'a donc pas pu avoir lieu. Faudra-t-il simuler les prochains en laboratoire ?

BRETAGNE : DIX MILLE PERSONNES A L'ILE LONGUE

L'île longue au large de Brest est le port d'attache des sous-marins nucléaires français. Les

actuels essais nucléaires devraient servir à mettre au point de nouveaux missiles pour ces sous-marins. C'est donc fort logiquement qu'une manifestation a été organisée le 15 octobre dernier devant la base militaire. Avec succès, puisque 10 000 personnes sont venues. L'amiral allemand Elmar Schmahling, membre du mouvement Pugwash, récent prix Nobel de la Paix, a plaidé pour que se mette en place, dans le cadre de l'ONU, une commission travaillant sur l'interdiction totale de la construction, de la possession ou de l'utilisation des armes nucléaires.

BOMBARDEZ NOS DIRIGEANTS

Ecolo-J, les jeunes écologistes proches des Verts, proposent une action de harcèlement des ministères et de l'Elysée. Pour cela, ils vous proposent de téléphoner et télécopier aux numéros indiqués ci-après,

- le premier mercredi de chaque mois

- le lendemain de chaque essai

Demandez à parler au ministre, à son secrétaire, à Chirac...

Vous pouvez appeler :

- Elysée, Jacques Chirac, tél : (1) 42 92 81 00, fax : (1) 42 92 82 19

- Maignon, Alain Juppé, directeur de cabinet : Maurice Gourdault-Montagne, tél : (1) 42 75 80 00, fax : (1) 45 44 15 72

- Ministère de l'environnement, Corine Lepage, directeur de cabinet : François-Roger Cazala, tél : (1) 42 19 20 21, fax : (1) 42 19 11 23 (les essais ? pas plus dangereux que Superphénix ? non !)

- Ministère de l'Outremer, Jean-Jacques Peretti, directeur de cabinet : Eric Degremont, tél : (1) 47 83 01 23, fax : (1) 43 06 19 27 (l'Outre-mer n'est pas une poulelle)

- Ministère des affaires étrangères, Hervé de Charette, directeur de cabinet : Hubert Colin de Verdière, tél : (1) 43 17 53 53, fax : (1) 45 51 60 12 (ça se passe bien avec nos voisins ?)

- Ministère de la défense, Charles Millon, directeur de cabinet : Jean-Louis Besse, tél : (1) 49 27 49 27, fax : (1) 42 19 37 22 (à quand une stratégie de défense contre la connerie ?)

- Ministère de la santé publique, Elisabeth Hubert, directeur de cabinet : Christian Bechon, tél : (1) 40 56 60 00, fax : (1) 40 56 59 30 (non, sans rire, le nucléaire, c'est sans danger pour la santé ?)

Contact : Ecolo-J, 37 rue Julien Lacroix, 75020 Paris.

LE POTENTIEL DES ACTIONS CIVILES

Les formes d'action sont nombreuses mais, conventionnellement nous les avons classées selon deux axes sur le tableau ci-joint qui, mieux qu'un long discours, clarifie leur nature. Il importe de **bien noter le titre du tableau** : il s'agit d'actions non armées ou non militaires concernant les conflits. **L'axe horizontal** est celui de l'acteur ou de l'intervenant dans la guerre ou le conflit : à

En A se trouve la vaste panoplie de moyens dont se sont dotés les États pour contrer les actes ou décisions des autres États qu'ils jugent contraires à leurs intérêts ou porteurs de germes de conflits plus graves. Ce sont en général (1) des mesures administratives qui utilisent des instruments réglementaires, douaniers, économiques ou monétaires : tarifs, quotas, normes ... qui peuvent être utilisés comme

plus spécialisés comme le H.C.R., le GATT, etc. mais aussi des organismes très divers comme l'OTAN, l'OCDE, et aussi les entreprises multinationales qui sanctionnent de facto par leurs choix d'investissements etc. ou encore Amnesty international, le comité olympique international vis à vis de l'Afrique du Sud, Greenpeace contre la France etc.

En C se trouve le complément de cette panoplie dans un registre plus participatif. Il y a tout le domaine de la diplomatie avec ses multiples volets liés à la prévention des conflits : communication, récompenses (ex. prix Nobel de la paix...), échanges internationaux (ex. grands contrats de vente d'armements, avantages accordés à la nation la plus favorisée...), économie internationale (ex. assistance monétaire interbancaire pour éviter des tensions menant à la guerre...), de la coopération (ex. envoi d'enseignants...), des aides à la reconstruction (ex. plan Marshall...) etc. Une partie de l'humanitaire et du secteur de l'information s'y retrouvent pour la part dont s'occupent l'administration et les grands organismes.

Le secteur D se caractérise par la diversité des modes d'action qui fait une large part à l'initiative individuelle et à l'improvisation. Cela va de l'ouverture des porte-monnaie individuels à la mobilisation de milliers d'associations pour envoyer vivres et vêtements en Roumanie... L'action est souvent plus discrète et plus en profondeur. On y voit aussi l'action des journalistes qui agissent individuellement sous le contrôle de leur journal et de l'opinion. On peut la

Après une première partie (Silence n°197) présentant l'émergence de la société civile. Nous étudions là les différentes formes d'actions et leur potentiel.

(1) Rogers, professeur à l'université de Bradford, dans l'étude "Economic Sanction and International Relation", paru dans ANV n° 92.

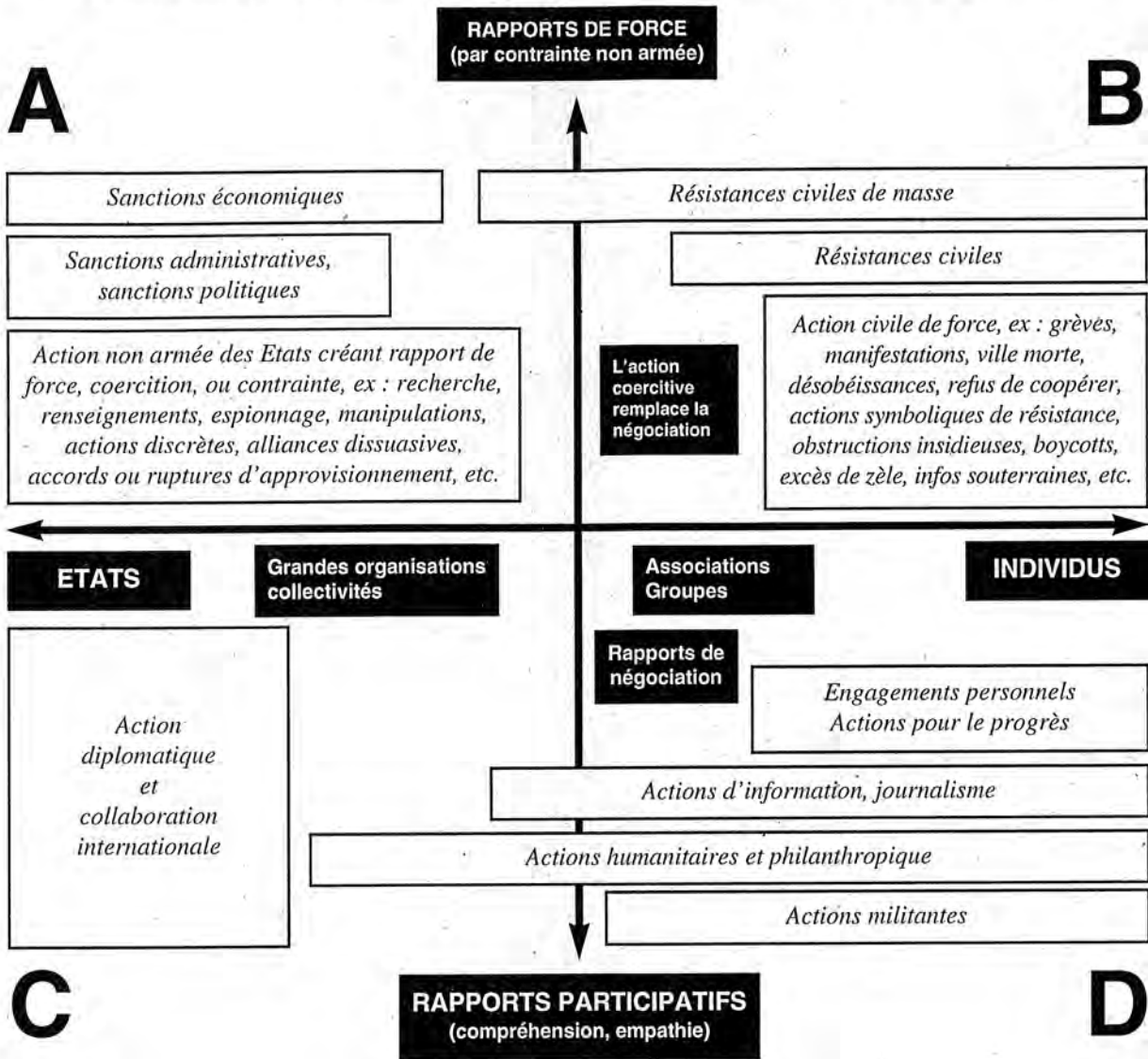
gauche l'État, à droite les individus; entre les deux toute la gamme des groupements, des plus importants ou institutionnels à gauche jusqu'aux plus petits et proches des individus à droite. **L'axe vertical** est celui du mode de rapport : en bas l'action se fait de manière positive, participative, compréhensive, en haut l'action est du registre de la force, elle opère de manière coercitive, négative, elle s'oppose à des forces armées et violentes. Entre les deux les rapports évoluent progressivement du plus compréhensif au plus fort.

Toutes les formes d'engagement des civils citées ci-dessus s'y retrouvent, notamment on l'aura repéré, dans les zones B et D. Ajoutons-y quelques exemples.

punition ou récompense. Il peut s'agir d'embargos, de boycotts, de blocus, de guerre économique, de listes noires, de droits de préemption, de gels des avoirs et des dettes, de contrôles monétaires, de mesures législatives; il peut s'agir aussi de mesures pour frapper l'opinion mondiale ou les forces de paix de l'adversaire, de brouillages d'information et de contre-information de la population etc.

On y trouve aussi les mesures coercitives (donc de force mais non militaires) que prennent les multiples organismes internationaux de l'ONU : le conseil de sécurité, la cour de justice internationale, la banque mondiale, le F.M.I., l'agence internationale de l'énergie atomique, ou même des organismes

Les actions non militaires pour la résolution des conflits



caractériser par l'expression "d'action pour" contrairement à celle qui suit.

La partie B du tableau est le domaine de l'action "contre", c'est celui des 198 formes "d'actions civiles" mentionnées précédemment et des résistances civiles. Il s'agit d'actions coercitives et même contraignantes menées par des civils, seuls ou en groupes, par des techniques d'action sans armes et sans violence. La contrainte est d'autant plus puissante que les civils sont groupés. Lorsqu'il s'agit de résistances de masses qui ont su se coordonner, la puissance est énorme. On y trouve toutes les formes de résistance qui mettent un pouvoir en difficulté par la pression populaire. Il peut s'agir d'un gou-

vernement dictatorial, d'un coup d'État, ou d'une invasion étrangère. Nous allons nous y arrêter particulièrement dans cette étude car il s'agit d'une forme très efficace d'action des civils face aux conflits, celle qui se développe et porte les plus grands espoirs en matière de résolution des conflits, mais aussi celle qui pose le plus de questions.

L'ensemble des secteurs A + B constitue la défense par actions civiles, forme encore plus complète et plus efficace d'action civile, qui sera l'objet même de cette étude. Mais restons un instant dans les secteurs B et D qui sont les domaines de l'action civile. Et d'abord pour constater qu'elle se développe et continuera à se développer.

L'action civile se développe L'histoire le montre

Que les civils soient impliqués et actifs dans les conflits n'est pas nouveau. Cependant, on a vu que la démocratie et la communication tendaient à amplifier le phénomène dans des proportions jusqu'alors inconnues. Pour autant nous ne pouvons pas dire que les civils s'engagent beaucoup, on pourrait même défendre le point de vue contraire, il est plutôt courant de remarquer qu'en cas de crise, cette tendance existe et qu'elle se développe fortement sous diverses formes. Si l'on regarde notre graphique, tous les types d'action qui figurent en partie droite, n'existaient pas ou très peu il y a un siècle.

En bas du graphique, le pacifisme s'est développé puissamment durant les années 80 avec des crêtes d'une formidable intensité comme celles de l'automne 81 avec les grandes manifestations de Bonn (350 000 personnes), Londres (175 000), Rome (200 000), Madrid (400 000), Amsterdam (300 000) et New York (1 million) (2). Il reste vivace et profondément ancré dans les mentalités d'une société en quête de valeurs fortes et prompte aux solutions immédiates ou faciles.

En remontant dans le graphique... L'action humanitaire n'existait guère avant 1863 date de la fondation de la Croix-rouge par Henri Dunant. On voit ce qu'elle est devenue. A elle seule, la Croix-rouge rassemble 100 000 bénévoles en France et compte 149 sociétés dans le monde. La médecine sans frontières va au cœur des conflits et les ONG ont pris un développement considérable. Début 94 au Cambodge, on comptait un nombre d'associations humanitaires de l'ordre de 200. En Novembre 94 au Rwanda une centaine, quelques mois à peine après le conflit. Aujourd'hui, l'action humanitaire est même complètement imbriquée dans plusieurs conflits.

Nous ne commenterons pas les activités d'information et de journalisme tant leur évolution est forte et prégnante dans notre vie courante.

Quant aux engagements personnels et à l'action pour le progrès, il n'est sans doute pas possible d'en comptabiliser le déploiement car ces formes d'engagements étaient autrefois beaucoup moins le fait d'associations que de dévouement privé et d'ordre familial. Cependant le nombre d'associations ne cesse d'augmenter : 500 à 650 000 en 1975, 730 000 en 1994, il s'en créait 23 000 par an en 75 et 70 000 en 92. Et les formes d'engagement se sont à l'évidence multipliées si l'on observe la variété des associations sportives, de quartier, de locataires, de protection de la nature, de consommateurs, de formation, de tourisme, de Savoyards ou d'Arméniens dans nombre de villes de France etc. Même si on y trouve de tout, du récréatif, de

l'économique ou du corporatif intéressé, on y trouve aussi beaucoup de désintéressement et d'activités qui contribuent à la paix ou aux échanges internationaux. Il est donc vraisemblable que l'engagement civil soit en croissance profonde et régulière. Il suffit de voir pour l'ex-Yougoslavie, le nombre de collectes et ramassages divers, d'envois de fonds ou de containers effectués en Europe et aux États-Unis.

De même, **la présence civile est en essor dans les résistances civiles qui ont jalonné l'histoire.** Il n'y a guère plus d'un siècle que les grèves, boycotts, et autres manifestations civiles non armées sont devenues courantes... Autrefois, lorsqu'on manifestait, c'était en général avec des bras, des fourches ou des fusils. La force physique était la seule qui puisse obtenir des résultats. Quelques prototypes sont apparus au 18^e siècle aux États-Unis (Lutte des colons américains contre la domination anglaise en 1770), et au 19^e en Hongrie (Résistance du peuple face à la domination autrichienne, 1859 - 1867) mais aujourd'hui, surtout depuis Gandhi, les résistances civiles sans armes sont devenues courantes : mouvement polonais de 1956, 70-71, 76, puis de 81 à 89, lutte pour les droits civiques aux USA en 1950 et 60 avec Martin Luther King, soulèvement ouvrier de 1953 en Allemagne de l'Est, des aspects majeurs de la révolution hongroise de 1956-57, la campagne bouddhiste de 1963 contre le gouvernement de Ngo Dinh Diem au Sud-Vietnam et la campagne bouddhiste de 1966 contre le régime de Saigon, le mouvement de grève de 1953 dans la prison de Vorkuta et d'autres camps en URSS, ou encore les luttes militantes pour les droits civiques et les juifs en URSS dans les années 1970 et 80. Durant ces mêmes années, d'importantes luttes sans violences se sont également produites au Chili, en Iran, au Brésil au Mexique, en Chine, en Union soviétique, en Haïti, aux Philippines, en Inde, en Afrique du Sud, en Birmanie, en Hongrie, en Corée du Sud, en Nouvelle Calédonie, au Pakistan, au Panama et en Palestine. G. Sharp qui les cite en

évoque ainsi une centaine au fil de son livre, pour la plupart au 20^e siècle et de plus en plus fréquentes dans les dernières années.

En haut du graphique, on trouve les résistances civiles de masse dont l'évolution est plus récente : obstruction gagnante au coup d'État de Kapp en Allemagne en 1920, mobilisation du peuple d'Uruguay pour le retour à la démocratie de 81 à 85, renversement réussi de Marcos aux Philippines en 1986, destitution menée à bien de Ratsiraka à Madagascar en 1991... Parfois ces résistances de masse furent initiées ou soutenues par leur gouvernement, ce qui leur donna une puissance considérable : résistance réussie de la population allemande à l'occupation franco-belge du bassin de la Ruhr en 1923, résistance victorieuse organisée par de Gaulle au putsch des généraux d'Alger en 1961, lutte des Tchécoslovaques en 1968-69 qui aurait pu être gagnante si leur président Dubcek, manipulé, n'avait signé avec les Soviétiques.

Ces observations historiques suffisent amplement à montrer le développement de l'action civile, mais quelques réflexions permettent d'en comprendre les raisons.

L'ACTION CIVILE EST DEVENUE UN MOYEN D'ACTION POLITIQUE COURANT

Alors qu'autrefois, les seules voies de participation étaient l'armée ou la politique, il y a aussi aujourd'hui l'action civile. Lorsqu'on n'a pas choisi de faire carrière dans le secteur militaire ou dans l'environnement du pouvoir, chacun peut encore agir par l'engagement bénévole. Le citoyen moyen de nos pays développés sait aussi que lorsque la coupe est trop pleine, il peut encore aller dans la rue demander satisfaction pour peu d'être nombreux. Il est acquis dans les esprits que les grèves, les manifestations, boycotts et autres pressions civiles de groupe peuvent apporter des résultats. Les succès encouragent. Les échecs donnent des idées pour mieux réussir, en

particulier l'importance du nombre (l'union qui fait la force), l'importance des soutiens institutionnels et du pouvoir légitime, l'importance d'une volonté dans le peuple, celle des médias aussi... En temps de paix, lorsque l'action dépasse quelque peu les limites légales, le pouvoir peut fermer gentiment les yeux pour ne pas mettre de l'huile sur le feu (ex. blocage des routes par les routiers). Ce dépassement crée l'événement qui permettra aux médias de s'alimenter et ainsi d'atteindre l'opinion publique. En temps d'occupation, les médias sont muselés et l'agresseur ne tolère pas ce dépassement, l'événement est donc moins médiatisé mais il devient d'autant plus important qu'il est interdit, mieux il devient mobilisateur. En terme de médiatisation l'un compense l'autre.

Malgré le pacifisme et l'égoïsme ambiant, la dynamique qui pousse à s'unir pour agir est d'autant plus puissante que le conflit nous touche de près. Le malheur est, que pour agir en matière de guerres et conflits, le citoyen isolé ne voit pas très bien ce qu'il peut faire sinon donner de l'argent. D'où le succès de certaines formes humanitaires, parfois devenues business. Ainsi, durant les deux années qui ont suivi le début des combats en ex-Yougoslavie, les civils Français et Européens étaient profondément touchés. Ils ont ressenti leur impuissance au fur et à mesure que les nouvelles arrivaient, toutes plus émotives les unes que les autres. Nous avons alors émis l'hypothèse que **si des actions précises et efficaces pour la paix étaient proposées** à la population européenne, la participation et l'engagement des gens auraient été élevés. Malheureusement rien ne fut proposé, hormis l'humanitaire. La suite qui, par impuissance, a fait place au découragement et à l'abandon, ne change rien au fait qu'il aurait été possible de compter sur la bonne volonté des populations.

Les phénomènes d'information et de médiatisation qui impliquent les civils dans les conflits sont bien accrochés. Voici un fait qui peut paraître banal mais



En haut : manifestation de rue, action militante.

En bas : intervention des députés européens contre la reprise des essais français (Chirac sur le siège 1A) le 14 juin dernier, action institutionnelle.

prenons-en la véritable dimension : d'abord, si nous étions touchés par une guerre, notre information resterait naturellement forte. A moins d'une bombe atomique, d'un génocide, ou d'une politique de terre brûlée d'intérêt peu probable pour l'agresseur, on voit mal un adversaire maîtriser l'information avec la multiplicité des vecteurs et moyens, (téléphone portable bientôt pour tous, fax, radios libres, cassettes, C.B., minitel, télétexte, réseaux internet et ordinateurs...), on le voit mal réduire notre volonté de tout savoir. Il lui faudrait du temps pour nous déshabituer. Sa technique serait plutôt celle de la désinformation ou du biaisage de l'info. Mais comment déculturer en peu de temps

l'ensemble d'une classe intellectuelle, politique et journalistique ? Impossible à court terme. Le citoyen resterait informé et serait ainsi naturellement incité à agir par voie civile comme il en a pris l'habitude dans son entreprise, ou pour une revendication corporative, ou pour un problème d'école. L'adversaire peut-il réduire les moyens centraux d'information, ses points névralgiques ? C'est loin d'être simple lorsqu'une population est déterminée. Ainsi, lors des grandes manifestations de Manille en 1986, la radio libre Véritas, fut détruite par l'armée avant de réapparaître quelques heures plus tard sur un émetteur de fortune.

Les résistances civiles se développent encore pour d'autres

raisons : d'abord sous l'effet des nouveaux moyens de communication, les humains accèdent non seulement à l'information, mais à la formation, aux voyages, aux échanges et de ce fait, mimétisme aidant, à la parole, à la revendication, à l'aspiration démocratique, à l'autonomie de pensée et à une participation plus active à la vie politique. Si les Algériens et autres colonies ont pris leur indépendance cela relève bien de ce phénomène. Si les Tchétchènes aujourd'hui se battent, c'est parce qu'on ne peut plus disposer d'un peuple comme autrefois. Voici ce que dit le très populaire général russe Alexandre Lebed dans *Moskovskie Novosti* : "les troupes d'opérette russes se battent contre un peuple, et c'est ce qui les condamne à la défaite. Le Vietnam, l'Afghanistan, et même la Somalie ont montré qu'on ne pouvait vaincre un peuple". (3)

Ensuite, la capacité de communiquer vers l'opinion publique ouvre de nouveaux moyens : chaque civil ou chaque groupe peut, avec un peu d'imagination, frapper l'opinion par quelques faits et obtenir des résultats. C'est entré dans les mœurs. On ne s'étonnait plus en fin 94 d'entendre parler de l'équipe de l'abbé Pierre prenant possession par la force d'un logement vacant à Paris. A Vesoul, le 12 février 93, un artisan électricien n'ayant pu se faire payer une facture de 350 000 F avait obtenu gain de cause par la justice puis, toujours non payé, avait dû déposer le bilan de son entreprise. Pourtant sa revendication était légitime. Après avoir utilisé patiemment toutes les voies raisonnables, à l'aube d'un beau jour, il attacha sa voiture au câble d'une grue de chantier, monta dans la voiture avec son fils de 27 ans, puis un ouvrier fit monter la voiture à 17 m de hauteur avant d'enlever les boîtiers de commande. Il était impossible de le redescendre sans son consentement. Dès le matin, toute la presse était là. Le préfet s'en mêla, rien n'y fit. Tout le monde fit donc pression pour faire payer la créance. A midi, notre homme avait son paiement. Poids déterminant de l'opinion ? Oui et cela donne de

l'imagination. L'avènement fracassant de l'opinion publique au 20^e siècle ouvre de nouveaux moyens, ce qui contribuera encore au développement de l'action civile. A l'échelle de la politique mondiale, cette opinion a également pris un poids considérable. C'est ainsi que des manifestants à Paris s'expriment maintenant sur Tchernobyl, sur le Cambodge, la Yougoslavie ou le Rwanda etc. Cinq manifestations par jour en moyenne à Paris, un à cinq millions de journées de grèves chaque année en France (23 millions en 1947, 12 en 1948 et 150 en 1968), pas un jour sans que les journaux nous rapportent des actions de force de groupes mécontents ou de peuples en colère, les exemples abondent... Mais souvent aussi des manifestations monstres avec un million de personnes comme celles qui détrônèrent Marcos à Manille en 85, celles des pacifistes à New York le 12 juin 81, celles de l'école libre à Paris en février 86, et même 2,7 millions de personnes avec celle de Shangaï en 69 contre l'agression russe aux frontières etc. Quelle capitale n'a pas eu son million de personnes dans les rues ? Quand le peuple est décidé, il est sage de le respecter.

L'action civile s'amplifiera encore sous les effets multiplicateurs

- du développement de la démographie et de l'urbanisation. Peut-il en être autrement avec le quadruplement des individus sur la planète entre 1945 et 2025 ? Le rythme actuel d'expansion démographique est de 1 milliard d'individus en 12 ans.

- de la concentration urbaine. Pire encore que la démographie, peut-on imaginer que le problème ne se complique pas avec une concentration urbaine mondiale qui passe de 29 % en 1950 à près de 48 % en l'an 2000 ? (% de la population urbaine par rapport à la population totale, source ONU en 82). Dans les pays développés elle passera de 53 à 77 % durant la même période, et dans les pays en développement de 17 à 40 %, ce

qui montre un champ largement ouvert à la continuation de cet accroissement. Surpopulation, chômage, violence, pollution... la ville concentre et exacerbe tous les problèmes de la société. Cela ne devient-il pas plus dramatique encore avec le décuplement des grandes métropoles mondiales ? Passer de 1 à 10 millions d'habitants en 50 ans (quand ce n'est pas de 2 à 20 millions) est devenu banal. C'est évidemment là que les problèmes apparaissent le plus souvent, donc par corollaire, l'action civile.

- de l'interdépendance croissante des populations. Autrefois, les gens vivaient de manière beaucoup plus autonome. Aujourd'hui, chacun dépend des autres. De nombreuses grèves (carburants, transporteurs, électricité, fonctionnaires etc.) peuvent paralyser nos grandes villes et même tout le pays. Quand on dispose d'un tel pouvoir, cela donne des idées.

- de la mondialisation des problèmes : quand votre action peut, avec un peu de chance et beaucoup d'opportunisme avoir une audience mondiale, cela donne parfois plus que des idées. Certains ne s'en privent pas.

- des changements de régime depuis 1989 dans certains pays, et plus largement des changements des lieux de pouvoir aussi comme on le voit avec la décentralisation administrative dans les communes, l'avènement des régions, de l'Europe, les regroupements industriels, les nouvelles concentrations financières qui créent des déséquilibres nouveaux, des adaptations jamais terminées, toujours en retard par rapport aux besoins réels des populations.

- des progrès technologiques et autres évolutions si rapides que les problèmes apparaissent à la vitesse de la lumière : littéralement... puisqu'on n'a pas le temps de les voir arriver qu'ils sont déjà là. Problèmes d'éducation des enfants issus de la télévision, du travail des femmes (lui-même issu des progrès technologiques), du développement du chômage (même

(3) Courrier international n°219 p.16 du 12 janvier 95.



La maison de vigilance de Taverny : cette maison a été achetée par souscription pour mener une action permanente de présence devant la base de commandement de la force de frappe française. Une action non-violente dans le temps qui dure depuis 1983. (photo MB)

motif), du changement des mœurs (même motif), de l'enseignement par ordinateur (même motif), du Sida, de la drogue, de la violence des villes (conséquences des précédents) etc. Les modes de régulation normaux ne suffisent plus. Leur temps de réaction est inadapté. Lorsque ça ne va plus, il n'y a plus qu'à descendre dans la rue et manifester ! Merci l'action civile. Mais les problèmes ont pris une telle ampleur et sont d'une telle variété que l'État et l'administration n'ont pas de solution. Les corps intermédiaires n'en peuvent plus. Manifester ne suffit plus. On le voit pour la drogue et pour les banlieues où l'action civile consiste maintenant à prendre en charge peu ou prou de l'animation du quartier.

La difficulté à vivre en société, la quantité toujours plus grande de problèmes amènera forcément les individus à être de plus en plus présents dans la vie de la cité. Les rapports entre l'individu et le pouvoir en seront profondément modifiés.

La forme sous laquelle est aujourd'hui vécue la démocratie ne serait-elle pas vouée à un développement qui n'a pas encore pris forme ? Le contraire semble impossible tant le besoin apparaît de manière criante. En tous cas les prémices sont pré-

sents. Un certain nombre de précurseurs ont réussi cette adaptation au niveau individuel. On le voit dans ces multiples interventions civiles. On le voit encore plus fortement encore dans les actions civiles pour la résolution des conflits où les problèmes sont les plus aigus. Mais cela ne saurait en rester au stade de quelques individus, les formes d'intervention démocratique seront nécessairement plus larges pour répondre aux besoins. Il ne s'agit pas d'espérer que l'homme s'améliore, ce serait utopique. Comment renforcer la participation démocratique ? Quel est donc ce progrès de la démocratie qui comme toujours dans l'Histoire commence dans les guerres et les questions de sécurité ?

L'ACTION CIVILE POSE PROBLEME

L'amplification du phénomène est déjà visible. **Tous ces facteurs de développement agissent en synergie et cela crée un mélange qui risque fort de détoner ici ou là si l'on n'y prend garde.** On le voit déjà dans les conflits récents des grandes villes comme, en pointe toujours, à Los Angeles; on l'a vu en Palestine avec l'Intifada, en Afrique du Sud, en Inde avec Gandhi, en Europe de l'Est en 1989 et finalement un peu partout... Les civils s'expriment. Ils disposent d'une

puissance énorme avec laquelle il faut maintenant compter, d'une puissance encore mal connue qui appelle un meilleur contrôle, autant pour son intérêt que pour ses dangers.

Parce que, sous la poussée du besoin des populations de s'exprimer ou d'agir quand cela va mal, **elle prend alors des formes de masse** qui peuvent être inattendues, inadéquates même parfois, comme si l'action était inévitable en l'absence de tout objectif et malgré l'impossibilité souvent d'obtenir des résultats. Elles expriment alors un refus, un trop plein que tout pouvoir intelligent aurait tort de ne pas prendre en considération compte tenu de son importance. Elles sont alors difficilement contrôlables et ouvrent sur l'inconnu. Des excès apparaissent facilement et le pouvoir ne manque pas d'en tirer partie : ce sont des manifestations pour tout et pour rien, mal dimensionnées ou mal ficelées par rapport à leur objectif, ou du moins perçues comme telles, ce sont parfois les excès de l'action humanitaire en Afrique, ou ceux des casques bleus au Cambodge (qui sont quasiment des formes d'action civile), ou l'ingérence nécessaire en pays étrangers, ou des interventions spontanées de civils... l'action est parfois un exutoire à l'impossibilité de modifier le cours des choses.

Dans les conflits internationaux, cette poussée irraisonnée se comprend quand on songe qu'**entre la négociation et la lutte violente il n'y a rien, aucun moyen**. Lorsque les parties en conflit voient que leurs problèmes ne sont pas pris en considération, elles essaient de négocier et de pousser plus avant encore les dernières possibilités de discussion car ensuite, si cela ne peut déboucher sur une solution, elles savent qu'il n'y a plus que la lutte armée et son escalade. Il faut choisir entre une négociation qui ne donne rien et le million de morts. Entre les deux, c'est le trou. Rien ne semble possible ! Et pourtant les gens se précipitent dans ce trou. Pourtant ils manifestent, ils résistent... Car ils sentent que leur volonté de groupe représente une force. Une chance ultime. Mais aussi une voie désespérée car improvisée. Toute la société mise, avec raison, sur la prévention des conflits, et en cas de difficulté sur la négociation, et en cas d'impossibilité sur la force armée, mais **aucune préparation n'est envisagée sur ces formes de résistances** devenue quasiment naturelles depuis quelques décennies.

En effet, dans les conflits civils, ils ne sont pas devant ce trou. Ils ont pris l'habitude de l'alternative "négocier ou agir par l'action civile". Transposant cette manière aux conflits internationaux, leur tentation est grande d'appliquer d'instinct un processus d'action civile malgré l'aventure que cela représente. Car si la formation de quelques-uns suffit pour gérer des actions civiles de petite dimension, il n'en va plus de même pour des conflits de dimension nationale ou internationale. Aventure ! C'est bien le mot pour les initiateurs de nombre d'actions civiles de cette importance. (Prague en 1968, Place Tien an men en 1989, Alger en 1994 etc.). L'action, le groupe et l'impression de "pouvoir", laissent espérer quelque temps et donnent quelques résultats. Mais l'improvisation domine.

C'est pour son apparition de plus en plus fréquente dans les grands conflits, notamment internationaux, qu'elle nous intéresse ici. Elle y pose de nombreux problèmes

et laisse place à de nombreux préjugés comme nous le verrons.

Comment n'en serait-il pas ainsi quand, même dans les conflits civils, on trouve déjà bien des problèmes ? Ainsi parfois on se plaint de l'**excès de puissance** de tel syndicat, corporation ou lobby, qui conduisent à des surprotections ou à "la France à deux vitesses", comme aussi on se plaint des excès de l'humanitaire. Ainsi, pour la grève, le risque de blocage des routes et des denrées de première nécessité, le risque d'arrêts de pans entiers de l'économie sous la volonté de quelques-uns, la mise en punition de la population parisienne les jours de grève du métro, des salaires ou privilèges anormaux accordés à certains professionnels dont la mise en grève est trop gênante pour être supportée etc. Ainsi, pour les manifestations, le risque de voir la politique se faire dans la rue plutôt qu'à l'Assemblée nationale, sous la pression plutôt que sous la réflexion, le risque de décrédibiliser les politiques, de court-circuiter les corps intermédiaires représentatifs comme les syndicats au profit de coordinations improvisées, de privilégier le court terme, les gens les plus bruyants, les plus influents ou les plus porteurs de bulletins électoraux etc. Ainsi, pour l'embargo, l'utilisation d'une technique difficilement efficace car souvent contournée et aux effets secondaires difficilement acceptables comme par exemple le marché noir, la famine des catégories défavorisées de la population... Et ainsi de suite pour chacune des autres formes d'action...

L'un des problèmes les plus graves est apparu dans les manipulations à grande échelle de la guerre psychologique. Les civils qui s'impliquent le moins dans les conflits sont finalement beaucoup plus concernés qu'ils ne le pensent dans la mesure où, formant le ventre mou de l'opinion, ils sont la cible privilégiée de l'agresseur. Voici ce qu'en dit Roger Trinquier, un spécialiste de la guerre subversive (4) : "*L'expérience acquise aujourd'hui nous montre qu'il n'est pas nécessaire d'avoir la sympathie des populations pour les*

amener à se battre pour une cause et pour les gouverner. Des cadres spécialisés, infiltrés dans leur sein, les amèneront par étapes à se soustraire au pouvoir, à ne plus exécuter ses ordres et enfin au moment jugé favorable à entrer en lutte ouverte contre lui." Autrement dit, dans ce type d'agression, il n'est plus nécessaire d'avoir l'adhésion mais l'appui des populations. L'appui s'obtient par le terrorisme et le chantage, ou par la manipulation individuelle, ou la désinformation, etc. Tout cela au prix d'une gigantesque préparation, en profondeur dans la population civile, qu'il explique et qui a été pratiquée avec succès à grande échelle (Europe de l'Est durant le communisme par exemple).

Nous ne pouvons rapporter ici, tant ils sont nombreux, tous les problèmes posés par l'action civile. Chacun d'eux pourrait être l'objet d'un approfondissement spécifique. Citons-en quelques-uns :

- **la grande puissance** qu'elle représente et de ce fait, les possibles excès

- **les difficultés de contrôle de la situation** lorsqu'elle est en œuvre

- **la sensibilité du secteur de la communication et des médias.** Cela peut aller jusqu'à infléchir le résultat des guerres : "*nombre de stratèges attribuèrent a posteriori la défaite militaire du Vietnam à la couverture médiatique telle qu'elle avait été faite par les médias*", et à propos du Cambodge "*La presse qui avait si bien su montrer les méfaits de la guerre américaine, avait donc été incapable d'analyser et de prévoir la nature du régime de Pol Pot*" (5); quant à la guerre du Koweït, elle est en grande partie la victoire de l'information maîtrisée.

- **l'improvisation à peu près générale**, les temps de réaction trop courts laissés à ceux qui doivent organiser ces actions comme à ceux qui doivent les contrer, car tout cela intervient dans des contextes de changements rapides, le manque de préparation et de formation.

(4) "La guerre" p 47.
Ed. Albin Michel, 1980.
(5) Selon Pierre Conessa dans "La persuasion de masse", Ed. Laffont, 1992.

- **l'incohérence stratégique** fréquente qui tend à affaiblir l'ensemble

- **le manque d'élément régulateur** qui puisse faire contre-poids aux excès ci-dessus (trop grande force, improvisation, incohérence, hyper-médiatisation etc.)

- **la versatilité des populations** vis à vis des menaces. Le peuple ne croit pas aux menaces qui n'existent pas encore vraiment, l'opinion publique ne croit qu'au réel et sa mémoire est courte. Or en quelques jours une menace disparaît et réapparaît; ainsi en 89, la menace soviétique avait disparu au point que très sérieusement on ne l'imaginait même plus, (ceux qui en parlaient étaient regardés de travers!), puis en un jour avec le putsch qui renversa Gorbatchev elle était de nouveau entièrement possible, puis avec l'arrivée d'Eltsine (grâce à l'action civile populaire) le monde occidental respira : cette fois la guerre était vraiment une illusion, puis avec le bon score de Jirinowski aux élections on se remit à penser que la paix était bien précaire ... Tout va très vite, les foyers d'instabilité se développent comme champignons.

- **les multiples contradictions et les effets pervers**, etc.

Encore ne s'agit-il là que de difficultés sur lesquelles il est possible de progresser. Dans la pratique, tout est bien plus difficile quand il faut aller vite et sans grande préparation. Comment répondre à tel problème de terrain par l'action civile ? Ainsi, à propos du non-brouillage de Radio Mille collines déploré par Françoise Bouchet Saulnier : écouter sur place, comprendre ce qui se passe, réagir rapidement et sans se tromper, préparer une contre-propagande, brouiller des émissions, voilà du travail de civils pour l'ONU, une autre forme d'actions civiles. Et comment comprendre à l'avance que cette stratégie machiavélique du pouvoir Hutu (que l'on croit juste bonne pour un polard) ira jusqu'à la mise en œuvre ? Plus difficile à faire qu'à dire ? Sans doute, mais c'est justement notre propos qui consiste à dire que ce n'est pas

maîtrisé et... que ce n'est pas facile. L'intelligence est un art en perpétuelle recherche et son exercice plus exigeant qu'on ne le croit.

Face à ces problèmes

Faisons le point :

1 - Dans un contexte d'évolutions extrêmement rapides dans tous les domaines, nous aurons la guerre; loin d'ici, à nos portes ou chez nous, dans peu de temps ou dans longtemps, nul ne le sait. Par contre il est certain que nous serons concernés et que cela ne ressemblera à rien de connu. D'ores et déjà elle est présente à nos portes et nous y avons des responsabilités.

2 - Les civils sont désormais et plus que jamais impliqués dans les conflits, ce qui ne signifie pas qu'ils s'engagent beaucoup. Non, la nuance est importante : ils sont concernés plus qu'ils ne l'ont jamais été et leurs réactions (plutôt que leur action) sont nombreuses et diversifiées. Leur implication s'amplifiera dans le futur.

3 - Les formes d'action qui consistent à faire plier l'adversaire par des actions de force non armées se développent fortement.

4 - Indéniablement efficaces et pleines d'avenir, elles posent de nombreux problèmes. Mais rien n'est préparé ou organisé. Tout se passe comme si nous disposions d'un nouvel instrument de musique extraordinaire, nous en jouons et en prenons l'habitude, il marche et donne quelques résultats, mais nous n'avons jamais appris à nous en servir. Nous le découvrons peu à peu au travers des échecs.

Avant d'avancer dans ce sujet délicat, nous devons faire quelques remarques. Le sujet est difficile pour deux raisons. D'abord l'extrême complexité de la société comme on l'a dit précédemment. Les problèmes d'aujourd'hui ont acquis une telle dimension et une si grande variété qu'il ne sera plus possible de les traiter de la même manière que par le passé. Quand un seul paramètre

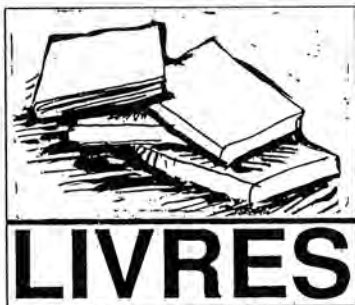
change, il est possible de réfléchir et de proposer des parades ou dispositions. Mais quand tous les paramètres de la société changent en même temps et que cela s'accélère, il n'est plus possible de suivre facilement. Ensuite la complexité de la matière humaine dans laquelle nous évoluons. Organiser des actions civiles, des résistances civiles de masse en misant sur l'homme, qui est un être fragile, divers et changeant, relève de l'inconscience. Et pourtant, comme dirait Galilée, ça marche ! Alors que les gouvernements Hutus manipulent l'opinion mondiale, nous-mêmes et nos gouvernements n'aurions ni le recul ni l'argent ni les chercheurs de toutes disciplines pour réfléchir plus loin que ces agresseurs potentiels !

Une chose est certaine, c'est que nous ne pouvons en rester là. Les conflits et les guerres sont là. Les résistances civiles sont là. Nous sommes condamnés à avancer et à approfondir ces formes d'interventions civiles contre les agressions de toute nature.

Une autre chose paraît évidente : le principe d'une Défense nationale confiée à quelques cerveaux, aussi brillants soient-ils, ne paraît répondre, ni à cette complexité, ni à la nature des nouveaux modes de défense. Un élargissement de la réflexion et des responsabilités est indispensable. Un simple travail de groupe ou d'équipe ne suffit pas. C'est justement parce que la société est complexe et que l'homme est complexe que la réflexion doit venir de la société elle-même, des hommes eux-mêmes. Autrement dit qu'il faut envisager une recherche de large registre, passant par des formes décentralisées d'investigation, coordonnées avec celles de l'État.

Action Civile de Défense

Contact : *Action civile et défense, La Tour, chemin de la Pérouse, 73800 Arbin.*



LIVRES

SANTÉ : GUIDE DES ASSOCIATIONS

de l'Impatient
Ed. Jouvence
1995 - 118 p. - 78 F

La revue l'Impatient a réalisé un énorme et remarquable travail : recenser toutes les associations qui effectuent un travail dans le domaine de la santé : prévention, promotion des médecines alternatives, circulation de l'information, prise en charge autonome, solidarités... Quelques lignes de présentation pour chaque groupe, quelques explications de l'Impatient sur les mots spécialisés. Extrêmement complet et pratiquement sans aucun de ces groupes d'arnaco-thérapie que l'on rencontre encore trop souvent dans les salons "différents". MB.



LE COUP DE GRACE

de Louis Perego
Ed. de l'Atelier
1995 - 222 p. - 100 F

Les lecteurs de "Retour à la case prison" paru en 1990 (voir Silence n°131) retrouveront ici la suite de la biographie de Louis Perego. Dans son premier livre, il montrait comment, auteur d'une tentative de hold-up, il profite de la prison pour passer de multiples diplômes et

mener différentes actions au sein de la prison (rédaction d'une revue, bibliothèque).

A sa sortie de prison, il va aller de problèmes en problèmes car la réinsertion s'avère difficile : les portes se ferment sur son passage,

Quand d'anciennes relations lui proposent un nouveau coup, il se fait prendre par la police en flagrant délit et apprend alors que la police le suivait depuis sa sortie de prison et avertissait généreusement ses potentiels employeurs de son passé. Un traquenard qui lui vaut de se retrouver de nouveau en prison en 1989. Il en profite alors pour écrire "Retour à la case prison" qui lui vaut une reconnaissance dans le milieu des médias et, alors en préventive, il bénéficie d'une liberté conditionnelle qui lui permet de trouver du travail à mi-temps dans une radio-libre lyonnaise et pour un autre mi-temps dans la maison



d'édition qui l'a publié. Malgré cette réinsertion réussie, le tribunal va ruiner ses efforts en le renvoyant

Le livre du mois

LES SOURCES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

de Jean Jacob
Ed. Arléa / Collection Panoramiques
1995 - 180 p. - 88 F

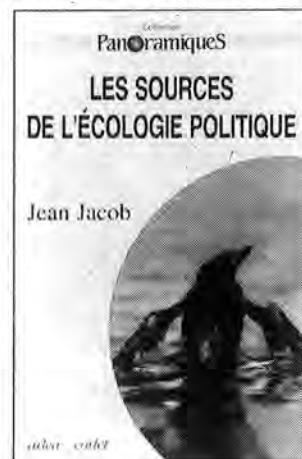
L'auteur a eu l'idée de rechercher quels sont les livres qui ont marqué la façon de penser des leaders écologistes. Pour cela, il a réalisé un questionnaire adressé aux dirigeants des Verts en 1991. Ce questionnaire demandait "quels sont les ouvrages dont la lecture vous a incité à vous engager chez les écologistes ?", "quels sont les ouvrages que vous jugez aujourd'hui encore représentatifs ?", "quels sont aujourd'hui vos ouvrages préférés?". Une quinzaine de personnes ont répondu et à partir des réponses, ce livre présente les livres cités. Sous forme de fiches de lecture, l'auteur fait ressortir un certain nombre d'aspects de ces livres. Si cette méthode est fort intéressante, par contre l'étape suivante qui a consisté à classer les livres selon des critères philosophiques est plus discutable.

D'une part par les critères choisis par l'auteur, d'autre part parce que certains auteurs sont classés en fonction de livres anciens et non en fonction de ce qu'ils sont aujourd'hui. Ainsi la référence à Brice Lalonde est principalement faite autour de deux ou-

vrages "Quand vous voudrez" et "La vague verte" qui datent d'avant sa candidature aux élections Présidentielles de 1981. Il est donc étonnant de le voir présenté, quinze ans plus tard, comme un partisan d'une écologie libertaire. Il en est de même avec Teddy Goldsmith où la référence est un livre de 1972 ! Si Raoul Vaneigem a apporté des idées à la mouvance écolo (dans la critique de la religion), on se demande ce qu'il fait dans les écolos libertaires, surtout quand l'auteur précise que sa philosophie serait "agis ici comme s'il ne devait jamais y avoir de futur". C'est bien le contraire de

l'écologie. On peut aussi critiquer le classement d'auteurs non-violents dans "la critique passésiste".

La conclusion de l'ouvrage met l'accent sur un point qui n'est pas assez pris en compte dans le reste de l'ouvrage : la perception par les écologistes de la grande complexité du monde, de la difficulté d'avoir un programme cohérent, et donc de la grande prudence qui doit guider le débat d'idées, une prudence que bon nombre d'écologistes ont choisi de confronter avec des expériences sociales concrètes sur le terrain. Et cela aurait pu ainsi donner un autre classement que nous aurions jugé tout aussi intéressant : classer les auteurs en fonction de leur attachement à "penser globalement, agir localement", ce qui aurait rapproché Gandhi, Murray Bookchin, Ivan Illich, Edward Goldsmith autour du concept de communauté de vie, de la convivialité, des décisions par le bas, alors que dans le classement ici retenu ils sont chacun dans une catégorie différente. Ce classement donc mis à part, les présentations des livres représentent toutefois un excellent travail et les analyses des réponses en annexes réservent quelques surprises (Waechter citant Murray Bookchin comme son maître à penser ou Andrée Buchmann citant Lanza del Vasto). MB.



en prison en 1992. Il écrit alors ce second livre qui développe surtout la contradiction entre le discours de la justice sur la réinsertion et son histoire personnelle. Dans ce livre, on retrouve la plume brillante de Louis Perego qui a été finalement libéré en décembre 1994. MB

SARAJEVO

Ville captive

de Jérôme Brézillon
et Christian Lecomte
Ed. Syros
1995 - 80 p. - 95 F

Quand la guerre est abordée de manière artistique, c'est peut-être ainsi qu'elle fait le plus mal. Des doubles-pages, à droite une photo, à gauche, un titre, une anecdote, un commentaire. Quelques instantanés de ces années de guerre : la faim, le froid, les enfants fous, les snippers, l'ONU, les morts, le silence... Beau et sombre à la fois. FV.

TCHETCHENIE :

HISTOIRE D'UN CONFLIT

de Nina Bachkatov et
Andrew Wilson
Ed. GRIP, rue Van Hoorde
33, 1030 Bruxelles.
1995 - 80 p. - 325 FB ou 60 FF

Ce livre essaie de sortir le conflit Tchétchène de la simplification journalistique : peuple Tchétchène contre autorité russe en décortiquant la complexité d'un pays géré par des clans multiples et avec une autorité centrale extrêmement floue. De fait, c'est d'abord la guerre civile interne qui pousse progressivement la Russie à intervenir, puis ce sera l'intervention russe qui servira de catalyseur à une union des forces tchétchènes. Les similitudes avec l'Afghanistan sont nombreuses : pas d'unité nationale, conflit d'intérêt entre de multiples chefs, question musulmane... Mais le nombre de combattants est totalement différent : l'armée de Douaïev, le chef de l'état en guerre civile avec son opposition, ne comptait que 1500 personnes au moment de l'entrée des troupes russes. Il bénéficiera du ralliement d'autant d'hommes des autres clans puis de l'arrivée de renforts de mercenaires

musulmans venant des Etats voisins... Les Russes avancent le chiffre maximum de 14000 combattants. Le résultat : 1500 morts côté Russe, 2500 morts côté combattants Tchétchènes, plus de 10 000 civils tués. Au moins 130 000 réfugiés... pour au départ 800 000 habitants sur un territoire grand comme la moitié de la Belgique. Autres conséquences : la mise à jour de l'inefficacité de l'armée russe, un énorme gaspillage financier entraînant une chute de la valeur du rouble, les questions sur le fonctionnement politique de la Russie et sur ses relations avec les autres Républiques de la CEI, l'hypocrisie des autres chefs d'Etat qui se sont rendus à Moscou en mai 95, en plein conflit. Ce livre montre également d'autres conséquences : le rapport à la force, le rôle des religions dans l'Est, la dépendance des médias... Un excellent éclairage sur les aspects oubliés de ce conflit. MB.

LA QUALITE ECOLOGIQUE DES PRODUITS

de Jean-Paul Ventère
Ed. Sang de la Terre / AFNOR
1995 - 184 p. - 140 F

Actuellement, les écolibans, les éco-labels ou la publicité des industriels sur la qualité écologique de leurs produits sont loin d'être satisfaisants. Le problème de l'écologie étant qu'elle est extrêmement complexe, il est extrêmement réducteur de vouloir définir en quelques critères ce qu'est un produit écologique. L'auteur essaie dans ce livre, en relation avec les travaux déjà engagés par l'AFNOR, agence française de normalisation, de définir un indice qui serait généralisable à tous les produits. Il s'agit là du travail le plus complet réalisé en France autour du concept "du berceau à la tombe" : les critères tiennent compte du caractère renouvelable ou non des ressources, de leur rareté, du degré de transformation des matières premières, de la durabilité, de la recyclabilité, de la biodégradabilité. Jean-Paul Ventère fait une critique réaliste des insuffisances du label français NF-Environnement qui, par

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LES STRATEGIES DE COMMUNICATION PERSUASIVE DANS L'UNION EUROPEENNE

de Eric Dacheux
Ed. L'Harmattan
1994 - 284 p.

Ce livre spécialisé vaut surtout le détour pour son chapitre sur les stratégies des grandes associations européennes et en particulier sur la stratégie de communication de Greenpeace étudiée avec soin (une vingtaine de pages).

URANIUM MINING IN EUROPE

de Peter Diehl
Ed. WISE Amsterdam, PO Box
18185, 1001 ZB Amsterdam,
Pays-Bas
1995 - 50 p. - 50 FF

Ce document en anglais fait le tour des mines d'uranium en Europe à un moment où la production est en chute libre, les pays européens préférant acheter l'uranium aux pays du Sud. Mais si les mines ferment de manière accélérée depuis 1989, les déchets radioactifs restent. La France, qui a été longtemps le plus important extracteur d'uranium, est largement présentée dans cette brochure réalisée en collaboration avec la revue française Info-Uranium.

TIERS-MONDES 1995

Dossiers de presse du Centre
de documentation tiers-monde
20 rue de Rochechouart, 75009
Paris
1995 - 90 p. environ - 4 volumes
- 50 F chaque volume

Chaque volume présente une compilation d'articles de réflexion parus dans la presse militante ou dans la presse institutionnelle. Le premier volume s'intéresse aux questions générales. Avec une classification adéquate ; les idées fausses du Nord, les situations critiques du Sud, les politiques, l'impasse... Les trois autres volumes traitent des questions relatives à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Centrale. Un travail de classification utile pour les associations comme pour les enseignants.

exemple, ne prend pas en compte l'utilité du produit. Il propose, lui, une échelle partant de 0 (produit le meilleur) : de multiples critères sont déterminés et pour chacune des insuffisances notées, le produit perd des points. Il devient donc de plus en plus négatif. Ce principe étant posé, l'auteur essaie de définir comment choisir la valeur des pénalités... et c'est là que ça se complique : comment évaluer une valeur sur

REGLAGES SUR LA MACHINE A DECOINCER LES BOUSSOLES

de Joël Martine, 8 Faubourg de
Saverne, 67000 Strasbourg
1995 - 134 p. - 81 F

Joël Martine écrit dans des revues alternatives depuis de nombreuses années. L'arrêt des "Alternatives de Strasbourg" lui a donné l'idée de publier un "digest" de ses articles sur le concept de l'alternative. Une approche politique et philosophique intéressante, même si nous ne partageons pas toutes ses analyses : venant de l'extrême-gauche, il trouve Pierre Juquin novateur alors que nous le trouvons pour le moins ringard... Mais il y a des idées à creuser et c'est le but de cet ouvrage.

LA NON-VIOLENCE ACTIVE, UNE FORCE AU SERVICE DE LA PAIX

Mouvement International de la
Réconciliation
30 rue Pr J. Nicolas, 69008 Lyon
1995 - environ 100 p. - 50 F + 10 F
de port

Sous forme de fiches, le MIR vient d'éditer un dossier pédagogique qui rassemble de nombreuses informations sur la non-violence et ses applications. Toutefois ces fiches sont destinées à compléter le catéchisme et se terminent par des prières. On regrettera qu'un aussi bon travail ne puisse envisager de s'adresser à tous.

VIA EUROPA

Société civile, société civique
Suppl. à Diagonales Est-Ouest
8 rue Fernand Rey, 69001 Lyon
1995 - 104 p. - 50 F

Ce hors-série réalisé par plusieurs réseaux d'associations veut présenter le renouveau associatif dans les pays de l'Est. Si différents domaines sont abordés : anti-racisme, démocratie, réfugiés, droits de l'homme, les textes restent très intellectuels et au niveau des statistiques. Une vision par le haut complétée par l'inévitable reportage photo sur Sarajevo. Assez décevant.

le long terme ? Comment évalué ce qui est utile ? A partir de là le livre devient moins convaincant : l'auteur montre par exemple, que dans l'absolu, une voiture électrique alimentée par une source d'électricité renouvelable est le meilleur choix parmi les voitures... mais il ne fait la comparaison avec aucun autre mode de transport ! La méthodologie est intéressante, mais l'application reste pour le moment à côté de la plaque. FV.



COURRIER

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Président, vous qui appuyez sur le bouton rouge des essais nucléaires, sous la pression du lobby militaro-nucléaire, êtes-vous sûr de votre grand pouvoir ?
Monsieur le Président, vous qui engagez la France dans une voie suicidaire que refusent 2 Français sur 3, êtes-vous sûr d'être un grand démocrate ?
Monsieur le Président, vous qui préférez les émeutes à

l'autre bout du monde, êtes-vous sûr de votre grand courage ?
Monsieur le Président, vous qui mettez la France au ban des nations, êtes-vous sûr d'être un grand diplomate ?
Monsieur le Président, vous qui préconisez d'arrêter les essais dès que chacun sera plus fort que les autres, êtes-vous sûr d'être très sérieux ?
 Pierre-Gildas FLEURY
 Finistère.

LETTRE OUVERTE D'UN QUEBECOIS A LA GRANDEUR DE LA FRANCE

Chère grandeur de la France, si tu savais comme tu me fais chier avec ton cortège d'arrogances et de vanités qu'endossent naturellement les politiciens : avec ta Raison d'Etat et ton Secret Défense qui, bien traduits, signifient Crimes crapuleux et Mensonges Ehontés. Sache-le, chère sale et orgueilleuse grandeur de la France, je ne suis pas le seul que tu fais chier. Et ton existence même justifie bien la scatalogie de cent Charlie-Hebdo. En Suisse Romande, j'ai aussi vu un poster anti-nucléaire sur lequel sont répétés sans cesse les mots suivants : "la crête de travers ; les ergots dans la merde ; la crête de travers ; les ergots dans la merde..." Pourtant, je ne suis pas anti-Français. J'y ai de nombreux merveilleux amis et c'est un pays d'une telle riche diversité humaine, géographique et climatique que je me régale à chaque fois que j'y ai circulé. Et je dois avouer que j'enviagerais même de repérer un coin de massif où installer mes pénates, mais finalement, je penche de plus en plus pour des pays non-nucléaires (Portugal, Irlande...). Les Pôvres ! On se demande comment ils ont fait pour survivre... Car la France a vendu son âme à l'atome. J'aurais l'impression en m'y installant de vouloir m'attacher à quelque chose qui est déjà par avance condamné. Car voyez-vous, 34 centrales vieillissantes, ça accroît les risques... Sans parler du prochain parc nucléaire (la deuxième génération) qui commencera bientôt à s'installer puisque le bon Français laisse encore et toujours faire. Sans compter qu'il devient de plus en plus difficile de trouver en France une région encore intacte de ce cancer nucléaire ; car de la mine d'uranium jusqu'à la poubelle

radioactive en passant par les centrales, les sites militaires nucléarisés, les centres de "recherche" et les transports liés à tout cela, la tumeur maligne prolifère finalement un peu partout. Et cessez s'il vous plaît de séparer le nucléaire civil du nucléaire militaire, alors qu'il s'agit de toute évidence d'une hydre à deux têtes. Evident d'être séparés des déchets "ordinaires" des centrales sont envoyés à La Hague où le plutonium est séparé pour être transporté à Marcoule et Superphénix (?) où il "surgénère" pour être ensuite assemblé en bombes nucléaires à Valduc (près de Dijon) pour enfin être installé sur les sous-marins de Cherbourg ou expédié à Moruroa ? Présentement, en Allemagne, où je vis souvent, je convaincs les gens de boycotter les produits français (excepté les produits bio - les alternatives françaises sont presque tous notoirement anti-nucléaires - et les produits des compagnies qui se prononcent publiquement contre les essais nucléaires). Nous avons d'ailleurs dans les derniers jours remis une résolution dans ce sens à la délégation commerciale française de Stuttgart. Pourquoi préconiser le boycott ? Parce que j'ai personnellement très bien vu, depuis quinze ans, que le Français moyen joue le jeu de l'autruche avec la tête dans le sable pour faire mine d'ignorer le problème nucléaire. Est-ce un réflexe de protection face à un sentiment d'impuissance causé par un centralisme excessif ? Pourtant quand il s'agit d'histoires entre écoles publiques et privées, les Français savent en quelques semaines se retrouver à 100 000 dans les rues de Paris. Et, en conséquence, les policiers-griouettes

POLLUTION DE L'AIR ET HEURE D'ETE

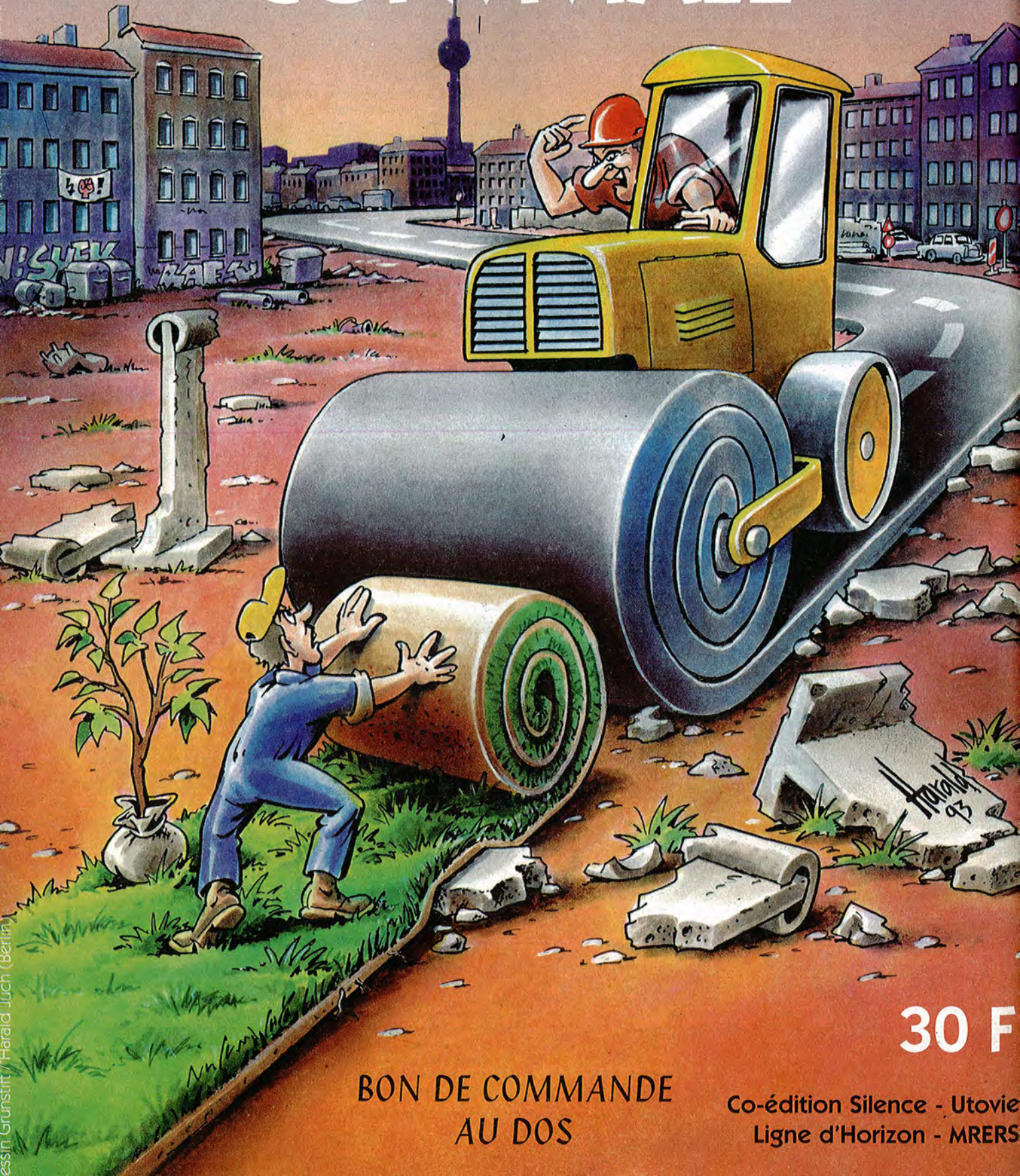
Pourquoi votre article sur la pollution de l'air (N°194 page 25) ne parle-t-il pas d'une cause bien connue et reconnue par tous les scientifiques (et rejetée comme d'habitude par les scientistes et les technocrates) : le décalage artificiel aberrant de l'heure à laquelle nous sommes soumis ? La France vit en hiver à l'heure de l'Allemagne, soit avec une heure d'avance sur l'heure naturelle et de son fuseau, et l'été à celle de Moscou, soit avec deux heures d'avance. Outre la pollution de l'air par la décomposition des gaz d'échappement des véhicules lors du trafic intense de 18 h artificielle, 16 h réelle, cela explique le triste record mondial battu par cette France désaxée (et particulièrement ses régions Ouest) en matière de surconsommation de médicaments (somnifères, tranquillisants, hypnotiques, tonifiants...). Avec la surconsommation (supérieure aux prétendues "économies") d'énergie au changement d'heure de mars, très profitable à EDF et aux pétroliers, cette surconsommation de médicaments est une source de surprofits considérables pour l'industrie chimico-pharmaceutique et son âme damnée, la médecine allopathique, qui s'est illégalement approprié le monopole de ce qu'elle ose appeler la santé, qu'elle s'ingénie à détruire. (...) L'association contre l'heure d'été, 14 avenue St-Germain, 78160 Marly-le-Roy, affiliée à la coordination européenne pour un ordre naturel de l'heure, recommande à chacun d'exiger de nos députés un vote du projet de loi proposé par le Sénat et recommandant le retour à l'heure GMT (temps universel). Michel COTTANCEAU Vendée.

tourment dans le sens du vent... Cette longue démission du citoyen français face à la grave et urgente question nucléaire est probablement, par-delà les vives protestations anti-essais actuelles, ce que sanctionnent de plus en plus les autres peuples de la Terre. Les 60 % de Français qui se disent actuellement contre la reprise des essais, à part répondre à la question de l'interviewer, on se demande bien ce qu'ils foutent ? Faute de quoi, il ne suffit pas de mettre en cause le nouveau Roi de la France qui s'est empêtré les pieds dans la longue traîne de ses fonctions présidentielles et qui doit de toute façon sauver la face. Si le bête orgueil de la Nation l'oblige à dire que cette décision est irrévocable, il se pourrait bien que divers contrats d'affaires soient, eux, révocables... Et j'oserai ici ajouter que le Français moyen mérite aussi ce boycott pour cause d'indifférence et de laisser-aller sur des questions d'urgentes priorités planétaires. Et puisqu'il semble qu'aujourd'hui il n'y ait plus que la catastrophe et le porte-monnaie qui puissent toucher et bouger les gens ; commençons par le moins mal. Et j'ajouterais qu'il vaut mieux un petit boycott maintenant qu'un boycott total des produits d'exportation après le premier gros accident nucléaire dans une centrale française (...) même si ce n'est évidemment pas ce que je souhaite. Pour terminer, quelques questions en vrac à un peuple qui se prétend cartésien (et qui parviendrait sûrement à l'être plus s'il n'était affecté par ce concept tordu de Grandeur de la France) : 1 - Comment expliquer que l'argument "100 000 ans de déchets radioactifs pour 30 ans de confort

électrique" ne suffise pas à mettre le nucléaire hors d'état de nuire ? 2 - Qui peut garantir l'état de l'atoll de Moruroa dans un siècle ou deux ? (Puisent vos petits-enfants pouvoir s'en foutre autant que vous). 3a - Bien sûr, la France a été envahie trois fois en 120 ans (avant, ils cessent de compter car c'est plutôt Napoléon qui...), mais ma foi, elle est loin d'être la seule ! Et tous les autres pays ne seraient-ils pas aussi justifiés de vouloir s'armer nucléairement jusqu'aux dents pour que ça ne recommence pas ? 3b - Et ces nombreux pays qui ont résigné le Traité de Non-Prolifération (malgré la mauvaise foi manifeste des pays nucléarisés) par lequel ils s'engagent à ne pas développer l'arme nucléaire, comment peuvent-ils naïvement espérer garder une défense "crédible" et même survivre ? 3c - Quelles sont les qualités particulières et exceptionnelles qui pourraient nous faire croire que des pays nucléaires officiels sont, eux, foncièrement meilleurs et plus responsables que les autres... et qu'en conséquence, on peut leur faire confiance concernant le non-usage des armes nucléaires ? 4 - Soit dit en passant, quatre des cinq pays nucléaires officiels sont de tradition chrétienne. Et leur Christ a dit : "Almezz-vous les uns les autres" et a ajouté "Qui combat par l'épée, périra par l'épée". Alors, puisqu'il se trouve statistiquement une majorité de chrétiens en France, peut-être voudraient-ils encore se poser la question suivante : celui qui combat (ou veut combattre) par l'arme nucléaire, par quoi périra-t-il ? André LARIVIERE Allemagne.

INGMAR GRANSTEDT

DU CHOMAGE A L'AUTONOMIE CONVIVIALE



30 F

BON DE COMMANDE
AU DOS

Co-édition Silence - Utovie
Ligne d'Horizon - MRERS